



JUILLET 2026

Revue Suisse

La revue des
Suisse-ses de l'étranger



**L'agriculture, entre champs et marché mondial:
comment s'approvisionne la Suisse?**

**Suisse et UE:
que contient le nouveau paquet d'accords?**

**Au bord du vide:
à Mürren, les extrêmes font partie de la vie**



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles

 EDA
 Guichet en ligne DFAE
 Online-Schalter EDA
 Sportello online DFAE
 Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch Barcelona



Schweizerische Eidgenossenschaft
 Confédération suisse
 Confederaziun Svizra
 Confederaziun svizra

La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté
des Suisses de l'étranger

swissintouch.ch

Disponible exclusivement ici

N'attendez plus, lisez!

La version imprimée de la «Revue Suisse» est en retard, une fois de plus? Téléchargez le magazine sur votre **tablette ou smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.



**Zum Abschalten:
Gedanken
hochfahren.**



NZZ am Sonntag

Weiter denken. Besser leben.



Die «NZZ am Sonntag» jetzt
3 Monate als E-Paper zum Preis von 1
(für 26 CHF statt 78 CHF):
go.nzz.ch/sr

4 En profondeur

L'agriculture, entre les champs et le marché mondial

8 Politique

La neutralité en question

Le chemin cahoteux de la démocratie numérique

14 Société

Quand la violence s'exerce à huis clos

16 Extrêmes suisses

La vie au bord du vide

19 Chiffres suisses

Un peu plus de tout

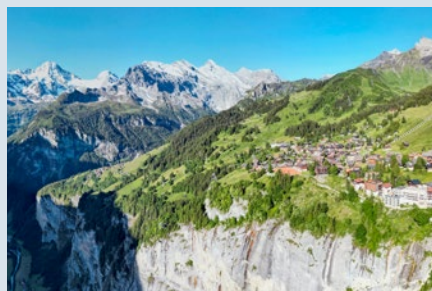


Photo Wikimedia

Actualités de votre région**20 Histoire**

Un morceau d'Antiquité dans le lac de Neuchâtel

22 Reportage

Sur les traces des géants de la préhistoire

24 Nouvelles

Questions et réponses sur le nouveau paquet d'accords avec l'UE

30 Nouvelles du Palais fédéral

L'inscription au registre des Suisses de l'étranger garantit des droits politiques

32 SwissCommunity

Photo de couverture: Photo Keystone

De l'étable à la politique mondiale



Certaines caractéristiques rendent la Suisse inimitable: les Alpes, la démocratie directe et, bien sûr, le fromage. Les Suisses qui vivent à l'étranger connaissent bien ce moment hors du temps, celui où l'on tombe sur un morceau de Gruyère, d'Emmentaler ou une plaque de chocolat suisse au supermarché, et où l'on a l'impression, le temps d'un instant, d'être revenu au pays.

Mais à quel point notre alimentation est-elle encore suisse? La réponse est surprenante. La Suisse produit moins de la moitié des aliments qu'elle consomme. Plus d'une calorie sur deux provient directement ou indirectement de l'étranger. Cela étonne d'autant plus que l'agriculture fait partie des images d'Épinal de notre pays: des prés verdoyants, des vaches qui broutent et de petites fermes familiales dans un décor alpin.

Cependant, cette image ne rend compte que d'une partie de la réalité. L'agriculture suisse est tiraillée entre la sécurité de l'approvisionnement, la protection de l'environnement, la rentabilité et les attentes de la société. Ce que nous mangeons n'est plus uniquement une question de goût. Pour certains, consommer de la viande fait partie des traditions, pour d'autres les produits d'origine animale appartiennent au passé. Si la Suisse importe de nombreux aliments, elle exporte son fromage dans le monde entier. Et si elle aime préserver son autonomie, elle est tout de même étroitement liée aux marchés mondiaux, surtout à l'Europe.

Or, c'est bien de tout cela dont il est question dans les accords bilatéraux III négociés avec l'UE (page 24). L'objet profond des négociations n'est rien de moins que la fameuse question: quelle proximité la Suisse doit-elle entretenir avec l'UE pour conserver une économie forte, et quelle distance pour se sentir indépendante politiquement? Le débat sur la neutralité tourne lui aussi autour de l'autonomie dans un monde connecté et fragile (page 8). Et peut-être n'est-ce pas un hasard si toutes ces questions se cristallisent autour de l'agriculture. Ce qui arrive dans nos assiettes ne dépend pas seulement de la météo, de la terre ou des fermes du Plateau suisse, mais aussi des marchés, des traités et de nos relations avec le monde. La question de l'alimentation est toujours intimement liée à l'orientation politique de la Suisse.

WALTER SCHMID, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

Swiss Community

Entre les champs et le marché mondial: cinq questions sur l'agriculture suisse

Peu de pays soutiennent leur secteur agricole autant que la Suisse. Ainsi, près de la moitié des aliments consommés sont produits à l'intérieur du pays. L'initiative sur l'alimentation, qui sera mise en votation le 27 septembre 2026, entend augmenter nettement cette part.

CHRISTOF FORSTER

Quand les jours raccourcissent et que les températures baissent, l'appétit des Suisses pour les mets consistants se creuse. Röstis, raclette et fondue figurent parmi les classiques. Et tout ce dont on a besoin pour les préparer vient de Suisse: le lait pour le fromage et les pommes de terre, qui font partie de l'alimentation de base du pays depuis longtemps. Aujourd'hui, il existe même du fromage végétal, fabriqué en Suisse.

Les plats et aliments consommés offrent une belle palette de couleurs, et l'on s'emmêle vite les pinceaux quand on essaie de saisir les flux financiers et commerciaux de l'agriculture suisse. Il s'agit d'un tableau compliqué, composé de paiements directs, de subventions, de droits de douane, de contingents d'importation et d'autres choses qui déterminent, à côté des goûts personnels, ce qui arrive dans nos assiettes. Voici cinq questions pour y voir plus clair.

1 La Suisse pourrait-elle devenir entièrement autosuffisante?

Oui. C'est à cette conclusion que sont arrivés l'agro-écologue EPFZ Andreas Bosshard et d'autres auteurs dans une étude publiée en 2025. Ce résultat les a eux-mêmes surpris. La Suisse pourrait s'approvisionner entièrement elle-même en produits alimentaires. Elle pourrait même nourrir plus de 10 millions de personnes au lieu de seulement 4,2 millions aujourd'hui. Actuellement, son degré d'autosuffisance net s'élève à près de 50 %. Si l'on y ajoute le fourrage importé pour le bétail, on atteint 57 %. L'initiative «Pour une alimentation sûre» voudrait porter ce chiffre à 70 %.

L'auteur de l'étude propose neuf mesures qui pourraient être adoptées sans gros investissements. Le fourrage pour le bétail de rente constitue le levier le plus important. Au lieu de manger des fourrages concentrés et du maïs, les génisses devraient se contenter d'herbe des prés. Aujourd'hui, près de 60 % des terres agricoles en Suisse sont consacrées à la culture de

D'après une étude de l'EPFZ, la Suisse pourrait nourrir plus de 10 millions de personnes.

fourrage, et le pays importe aussi des fourrages concentrés. Cette mesure permettrait de libérer de vastes surfaces, qui pourraient être utilisées pour nourrir la population. La quantité de lait produite baisserait, il est vrai, mais les besoins seraient tout de même couverts, indique l'étude, en raison de la surproduction actuelle.

Le gaspillage alimentaire constitue un autre levier d'action. En le réduisant de moitié, la Suisse pourrait nourrir 1,8 million de personnes de plus. En outre, les déchets alimentaires recyclables pourraient être redonnés aux cochons. Cela aurait également un impact positif sur l'environnement et permettrait d'atteindre les objectifs climatiques et de réduire les émissions d'ammoniac.

L'Union suisse des paysans, de son côté, pense qu'une autosuffisance complète est «totalement illusoire». Elle relève qu'au cours de la Deuxième Guerre mondiale, alors que la



Suisse ne comptait que 4 millions d'habitants et davantage de surfaces agricoles, le degré d'autosuffisance, couplé au rationnement des aliments, s'élevait à près de 70 %.

L'auteur de l'étude, Andreas Bosshard, concède que seul un petit nombre des mesures qu'il propose pourraient être mises en place par l'agriculture elle-même. La plupart des autres nécessiteraient le concours de l'industrie alimentaire, du commerce et des consommateurs. Il relève que les habitudes de consommation et les comportements actuels, qui sont responsables d'une grande partie des inefficacités dans le système alimentaire, ont été fortement influencées et partiellement causées par l'État depuis la Deuxième Guerre mondiale. En particulier en ce qui concerne la consommation d'aliments d'origine animale. Depuis des décennies, au moins 80 % des subventions agricoles vont à la production animale et seulement 20 % à la production végétale.

Dans son rapport de 2022 sur l'«Orientation future de la politique agricole», le Conseil fédéral conclut aussi qu'il faudrait étendre la part de cultures destinées à l'alimentation humaine directe pour maintenir le degré d'autosuffisance du pays si sa population augmente. Il sera toutefois impossible d'atteindre l'autosuffisance complète, car nombre des ressources essentielles à l'agriculture viennent en grande partie de l'étranger, et notamment les engrais, les produits phytosanitaires, le diesel et les semences.

2 L'agriculture suisse est-elle écologiquement performante?

Dans son dernier rapport relatif aux objectifs environnementaux pour l'agriculture, qui remonte à 2016, la Confédération a brossé un tableau contrasté. Son analyse a porté sur le degré de réalisation des objectifs dans les domaines de la biodiversité, des émissions de gaz à effet de serre, du phosphore et des produits phytosanitaires. Depuis, les objectifs environnementaux et les progrès réalisés n'ont plus fait l'objet d'une étude synthétique systématique. Pour les spécialistes, il s'agit là d'une grande lacune, qui empêche de se faire une vue d'ensemble cohérente. Seuls certains aspects font l'objet de mises à jour et d'analyses.

Pour obtenir des paiements directs, les exploitations doivent respecter les exigences liées aux prestations écologiques requises. Des normes minimales très insuffisantes aux yeux des associations de protection de l'environnement. D'après le WWF, aucun des 13 objectifs environnementaux n'a été atteint.

D'après le WWF, la performance écologique de l'agriculture suisse est mauvaise.

Malgré une tendance à la baisse, les quantités d'azote affectant des écosystèmes sensibles sont encore trop importantes, relève le monitoring agro-environnemental de la Confédération. La pollution par l'ammoniac recule aussi, mais elle dépasse toujours la valeur visée. Idem pour les pesticides. Si les valeurs mesurées baissent depuis 2019, elles sont remontées dans les cours d'eau en 2024. Le Parlement a déjà décidé de réduire de moitié les risques environnementaux liés à l'utilisation de produits phytosanitaires d'ici 2027.

Les objectifs de l'initiative sur l'alimentation

L'initiative populaire «Pour une alimentation sûre» exige un degré d'autosuffisance en produits alimentaires d'au moins 70 %. Cet objectif devra être atteint en dix ans. Cela signifie que l'alimentation devrait devenir plus végétale. En outre, l'initiative demande la préservation des ressources en eau souterraine et la promotion d'une agriculture et d'un secteur agroalimentaire durables. Elle est portée, entre autres, par Franziska Herren, de l'association «Une eau propre pour tous», qui avait déjà participé au lancement de l'initiative «Pour une eau potable propre», refusée en juin 2021. Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent cette nouvelle initiative sans contre-projet. Le peuple se prononcera le 27 septembre 2026.

(CF)

Les marchandises importées polluent davantage l'environnement que les produits locaux: c'est la conclusion tirée par l'institut de recherche Agroscope, qui s'est appuyé sur l'exemple des pommes de terre en établissant des comparaisons avec l'Allemagne, la France, la Hollande et l'Italie. En ce qui concerne les produits d'origine animale, les résultats se sont avérés moins clairs.

La biodiversité, en revanche, est restée stable. Face au recul historique enregistré auparavant, la Confédération, dans son Rapport agricole de 2025, relève que cela peut être interprété comme un signe positif. Néanmoins, la biodiversité demeure toujours très faible.

Il reste donc une marge de progression importante en matière de durabilité écologique. Une étude récente de l'Agroscope montre qu'un système alimentaire bien plus respectueux de l'environnement et plus sain pour la population, avec un taux d'autosuffisance plus élevé, est possible.

3 Les petits paysans sont-ils majoritaires dans l'agriculture?

En comparaison internationale, l'agriculture suisse se distingue par ses exploitations familiales de relativement petite taille. En moyenne, chaque exploitation possède une surface utile de 22 hectares. La plupart des pays de l'UE affichent des surfaces d'exploitation nettement plus importantes en moyenne.

Rien ne définit précisément ce qu'est une petite exploitation. Les petits paysans cultivent généralement une surface de moins de 10 hectares. Il y a 13'213 exploitations de ce type en Suisse (pour 47'075 exploitations agricoles au total en 2024). Quelque 5 % des exploitations possèdent même une surface de moins d'un hectare.

La majorité des exploitations (12'380) comptent entre 10 et 20 hectares (2024). La part des grandes exploitations s'étendant sur plus de 50 hectares s'élève à près de 7 %. L'exploitation agricole classique est une ferme familiale gérée à titre d'activité principale ou accessoire. Le plus souvent, tous les membres de la famille y travaillent et ce, sur plusieurs générations.

L'agriculture suisse est toutefois en mutation depuis un certain temps. Chaque année, 1 à 1,5 % des exploitations disparaissent. Rien qu'en 2025, 805 fermes ont mis la clé sous le paillason. Les surfaces agricoles sont généralement rachetées par les exploitations voisines, ce qui fait que la surface utile moyenne ne cesse de grossir. Depuis 2000, elle a augmenté d'environ 50 %.

4 À combien s'élève le financement de l'État dans la production alimentaire?

La Suisse subventionne massivement la production de denrées alimentaires et notre agriculture fait partie des mieux soutenues au monde. Cela répond à une volonté politique. Sur chaque franc touché par les agriculteurs, la moitié environ provient de l'État. Il s'agit de subventions, comme les paiements directs, ou de prix à la consommation plus élevés en raison des droits de douane. D'après une estimation du think tank libéral Avenir Suisse, le protectionnisme agricole de la Suisse coûte

La Suisse subventionne massivement la production alimentaire et notre agriculture fait partie des mieux soutenues au monde.

chaque année près de 3 milliards. À cela s'ajoutent les contributions de la Confédération pour la production et la promotion des ventes, par exemple les suppléments pour le lait transformé en fromage. Ces aides s'élèvent chaque année à quelque 500 millions de francs, qui s'additionnent aux 2,8 milliards des paiements directs (2024). Autrement dit, chaque habitant débourse en moyenne 300 francs à titre de paiement direct pour l'agriculture. Plus environ 40 francs pour l'industrie laitière,



quelle que soit la quantité de produits laitiers qu'il consomme. Une partie des subventions est liée à la fourniture de biens publics, par exemple la protection des paysages cultivés ou plus de biodiversité.

Il existe aussi des subventions cachées. Les économistes évoquent par exemple les taux réduits de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), dont l'agriculture profite directement, pour les prestations liées au travail de la terre comme l'ensemencement ou le labourage, ou indirectement, les denrées alimentaires étant soumises à un taux de TVA de seulement 2,6 %. Ces prestations sont considérées comme faisant partie des besoins de base. Comme tous les groupes de la population n'y ont pas recours dans la même mesure, cela engendre des distorsions, des inefficacités et des iniquités sociales. Les ménages à fort revenu bénéficient aussi de ces allègements, car ils ont tendance à acheter des aliments plus chers. Ils en profitent donc même davantage.

Selon les économistes, cette abondance de subventions et de réductions fiscales entraîne des distorsions qui maintiennent artificiellement le changement structurel et ont des effets négatifs sur le climat et l'environnement. Les experts doutent du fait qu'une autosuffisance étendue soit possible en cas de crise.

5 L'alimentation est-elle une nouvelle religion?

L'initiative sur l'alimentation veut renforcer l'autosuffisance et promouvoir davantage les aliments d'origine végétale. Ce type d'argument enflamme rapidement le débat. L'alimentation est en quelque sorte devenue une religion. Pas en ceci qu'elle répondrait aux questions existentielles comme «Y a-t-il une vie après la mort?» ou «D'où venons-nous?», mais dans le sens où, pour les personnes qui y accordent une grande importance, elle forge une identité qui va bien au-delà de l'alimentation. Adopter un régime végétarien ou végétal peut devenir une philosophie débordant sur de nombreux domaines. Tout comme manger de

la viande est devenu une posture politique pour certains. Car la question touche au bien-être animal, à la durabilité, à la protection de l'environnement, au changement climatique, au mode de vie, à l'individualisme, bref à toute une vision du monde que l'on peut relier à l'alimentation.

On ne dit plus «Je mange végétal», mais: «Je suis végétal». Ou: «Je suis carnivore.» Pourtant, il ne s'agit là que d'un des traits qui font un être humain. Ainsi, les discussions autour des pré-

Comme la foi, l'alimentation peut donner un sentiment d'appartenance.

férences alimentaires peuvent rapidement devenir périlleuses. L'idéologie pourrait constituer un autre parallèle avec la religion. Des règles strictes déterminent les actions: dans la religion, on appelle cela des dogmes.

Comme la foi, l'alimentation peut aussi donner un sentiment d'appartenance. On se sent proche des gens qui pensent la même chose que nous, et on évite les autres. Au XX^e siècle encore, les mariages entre protestants et catholiques étaient socialement mal vus et presque impossibles. Aujourd'hui, certains végétariens refusent de vivre en couple avec un carnivore.

Certains végétariens sont persuadés de contribuer à sauver la planète par leur régime alimentaire. Certains carnivores sont convaincus qu'il est de leur bon droit de manger autant de viande que possible, puisque l'être humain s'est toujours nourri de produits d'origine animale. Parfois, ils reçoivent de la part des végétariens des leçons de morale, contre lesquelles ils se rebiffent.

Comme les religions, l'alimentation a ses promesses de salut: la santé, la pureté et l'intégrité morale. Ce qui complique parfois les repas pris en commun.

Stricte ou flexible? La neutralité en question

La neutralité fait partie de l'identité de la Suisse. Mais doit-elle être interprétée de façon stricte? Oui, selon l'association conservatrice de droite Pro Suisse, qui a lancé une initiative radicale à ce sujet. Le peuple se prononcera le 27 septembre 2026.



THEODORA PETER

Le père spirituel de l'initiative «Sauvegarder la neutralité suisse» est Christoph Blocher, doyen de l'UDC et ancien conseiller fédéral. Il s'est piqué du fait qu'en 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Conseil fédéral avait repris les sanctions adoptées par l'UE contre Moscou, notamment des sanctions financières, un gel des avoirs ou des interdictions d'importation et d'exportation. Avec cette «rupture de la neutralité», la Suisse est devenue elle-même une belligérante «par pur opportunisme», affirmait le politicien, qui considérait que la Suisse avait perdu sa crédibilité en tant que médiatrice neutre («Revue» 6/2022).

Cette initiative populaire sur la neutralité a été lancée par Pro Suisse,

l'organisation qui a succédé à l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), fondée par Christoph Blocher il y a 40 ans. Ses auteurs veulent faire inscrire dans la Constitution une «neutralité perpétuelle et armée» et interdire à la Suisse d'adhérer à toute alliance militaire ou défensive. Le pays pourrait tout au plus coopérer avec une alliance comme l'OTAN, mais seulement s'il était visé

L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher (au centre), ici présent lors du dépôt de l'initiative sur la neutralité en avril 2024 à Berne, veut faire inscrire une définition stricte de la neutralité dans la Constitution.

Photo Keystone

D'après un sondage, la majorité des Suisses souhaitent que leur pays puisse prendre des sanctions contre des États tiers en cas de violation du droit international.

par une attaque militaire directe. L'initiative proscrit explicitement les «mesures coercitives non militaires contre un État belligérant», telles que celles prises par la Suisse contre la Russie. Seule exception: les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Dans le cas de la guerre en Ukraine, la Russie, en tant que membre permanent, a utilisé son droit de veto pour empêcher que des résolutions soient prises dans ce sens.

Le Conseil fédéral avait justifié sa reprise des sanctions économiques de l'UE contre la Russie par des violations du droit international humanitaire. «Faire le jeu d'un agresseur n'est pas neutre» avait déclaré Ignazio Cassis (PLR), alors ministre des affaires étrangères. En revanche, le gouvernement avait refusé de livrer des armes

ou du matériel de défense à l'Ukraine attaquée. En tant que pays neutre et en vertu du droit international de la neutralité, la Suisse n'a le droit de ne favoriser aucun belligérant. Aujourd'hui, le Conseil fédéral continue de respecter rigoureusement ce principe d'égalité de traitement, bien que cela affaiblisse en fin de compte l'efficacité des sanctions contre l'agresseur.

Le Parlement veut une marge de manœuvre

La Constitution fédérale ne contient aucune définition explicite de la neutralité suisse. Elle oblige en revanche le Parlement et le gouvernement à prendre «les mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse». Le Conseil fédéral estime que cela est suffisant. Depuis la création de l'État fédéral, en 1848, le pays a toujours sciemment renoncé à préciser la neutralité, a relevé Ignazio Cassis lors du débat sur l'initiative au Parlement. Cette flexibilité, a-t-il souligné, est nécessaire et efficace depuis 175 ans. «La neutralité est un instrument, pas une fin en soi.»

La majorité du Parlement s'oppose aussi à l'initiative de Pro Suisse. Elle estime que, dans un monde incertain, il ne faut pas restreindre la marge de manœuvre de la Suisse en matière de politique étrangère. Le projet clarifie les choses, mais les fige aussi, a déclaré la conseillère nationale PLR Maja Riniker (AG) au cours du débat. «Dans un monde connecté, la neutralité sans la coopération est une illusion.» L'idée la plus contestée de l'initiative est l'interdiction des sanctions économiques contre les pays belligérants. Si la Suisse n'avait pas soutenu les sanctions de l'UE contre la Russie, «nous serions pratiquement devenus la tête de pont de Poutine en Europe», a rappelé le conseiller national PS Jon Pult (GR).



Le ministre des affaires étrangères, Ignazio Cassis (PLR), a plaidé pour la flexibilité devant le Parlement: «La neutralité est un instrument, pas une fin en soi.»

Photo Keystone

L'initiative n'est soutenue que par l'UDC, qui souhaite fixer des limites strictes au gouvernement dans l'interprétation de la neutralité. Pour le parti, la préservation de la neutralité requiert du courage et de la fermeté. «Notre rôle n'est pas de hurler avec les loups, mais de garder la porte ouverte aux négociations», a déclaré Céline Amaudruz, représentante genevoise de l'UDC.

La population pour le statu quo

Qu'en pense la population? Une enquête publiée au début de 2026 par l'institut de recherche Sotomo montre que les Suisses sont favorables au

principe de la neutralité, mais ne veulent pas changer la pratique actuelle. Ainsi, une grande majorité approuve le fait que la Suisse ne s'implique pas militairement dans les conflits d'autres États. Mais une majorité tout aussi nette souhaite que la Suisse puisse prendre des sanctions contre des États tiers en cas de violation du droit international.

Lors d'un sondage mené en novembre 2025, l'initiative sur la neutralité était en mauvaise posture: seuls 39 % des sondés s'y disaient favorables ou plutôt favorables. 58 % rejetaient le projet ou s'y disaient plutôt défavorables. Seuls 3 % restaient indécis.

À la clôture de la rédaction, aucun nouveau sondage n'avait été mené sur les intentions de vote. Le peuple tranchera le 27 septembre 2026. Le même jour, il se prononcera aussi sur l'initiative sur l'alimentation (voir «En profondeur», pp. 4-7).

Des exportations d'armes controversées

Les Suisses n'ont pas fini de réfléchir à la neutralité, même après la votation sur l'initiative à ce sujet. En effet, il est prévu qu'ils se prononcent fin novembre sur une modification de la loi sur le matériel de guerre, contre laquelle les partis de gauche ont déposé un référendum pour s'opposer à l'assouplissement prévu dans le domaine des exportations d'armes suisses. En décembre 2025, la majorité bourgeoise du Parlement avait décidé cette révision pour offrir davantage de débouchés à l'industrie d'armement suisse. L'idée est qu'à l'avenir, la Suisse puisse exporter du matériel de guerre dans 25 États occidentaux – dont les États-Unis, l'Argentine, le Japon et des pays de l'UE et de l'OTAN –, même s'ils sont impliqués dans un conflit armé. Il s'agirait là d'un renoncement aux règles d'exportation jusqu'ici restrictives, qui visent à empêcher que des armes suisses n'arrivent par des moyens détournés dans des pays en proie à la guerre civile ou aux mains d'organisations terroristes. Certes, le Conseil fédéral peut mettre son veto aux exportations d'armes s'il estime que les intérêts de la Suisse en matière de politique étrangère, de sécurité ou de neutralité sont menacés. Mais pour les opposants, le risque demeure que des armes suisses circulent de manière incontrôlée dans le monde entier. En ce qui concerne l'Ukraine, l'assouplissement prévu ne change rien: sous la pression de l'UDC, le Parlement a maintenu l'interdiction de livrer du matériel de guerre suisse à Kiev.

(TP)

Il reste des embûches sur le chemin de la participation électronique

Un revers pour l'e-voting et de petits pas en direction de l'e-collecting: les Suisses de l'étranger pourraient participer plus facilement aux décisions politiques par la voie numérique. Mais ils devront continuer de patienter.

EVELINE RUTZ

La panne a fait grand bruit: le 8 mars 2026, des problèmes techniques se sont produits lors d'un essai de vote électronique à Bâle-Ville. 2048 voix de Suisses de l'étranger et de personnes en situation de handicap sont bien arrivées dans l'urne électronique, mais celle-ci n'a pas pu être décryptée au moyen du code prévu. Son contenu est resté inaccessible et n'a donc pas été comptabilisé («Revue» 2/2026). Ces votes n'auraient cependant pas pu modifier l'issue du scrutin, et les décisions populaires n'ont donc pas été faussées.

La Chancellerie de Bâle-Ville et la Chancellerie fédérale (ChF) ont immédiatement indiqué que le problème ne résidait pas dans le système d'e-voting. Dans les cantons ayant participé à l'es-

sai, Saint-Gall, Thurgovie et les Grisons, les bulletins électroniques ont pu être dépouillés normalement. Il n'y a qu'à Bâle que l'accès au moyen d'une clé USB n'a pas fonctionné. D'après des experts, cela pourrait être dû à une erreur humaine. Une analyse externe devra faire la lumière sur l'incident.

Bâle-Ville a décidé de renoncer à tout autre essai jusqu'à la fin de l'année. Les trois autres cantons pilotes ont reproposé le vote électronique le 14 juin 2026, non sans avoir vérifié auparavant leurs processus de décryptage de l'urne numérique. Ils ont également utilisé d'autres supports de stockage en plus des clés USB. La ChF, estimant qu'il était «très invraisemblable» qu'un incident similaire à celui de Bâle-Ville se répète, leur avait donné son feu vert pour procéder à d'autres essais.

Lors de la votation du 8 mars 2026 à Bâle-Ville, seuls les bulletins sur papier ont pu être comptabilisés. L'urne numérique n'a pas pu être décryptée. Cet incident relance le débat sur l'e-voting.

Photo Keystone

Une perte nette de confiance

Cette panne réenflamme néanmoins un débat qui agite la Suisse depuis plus de 20 ans. Elle renforce les convictions des adversaires de l'e-voting. «Les risques sont trop importants», déclare Rahel Estermann, codirectrice de Société Numérique, en soulignant que dans les élections et les votations, le plus haut niveau de sécurité doit être garanti. D'une part, il convient de préserver le secret du vote. D'autre part, il faut pouvoir retracer les voix individuellement, et le résultat collectivement. Satisfaire à ces trois exigences en même temps, affirme Rahel Estermann, est presque impossible techniquement. Il suffit d'une petite panne pour que le résultat de tout un scrutin soit entaché de



soupons. L'incident de Bâle a causé d'énormes dégâts, déclare le politologue Michael Herrmann à la SRF. «Il a détruit la confiance de la population et fait reculer tout le processus de plusieurs années.» Certains Suisses de l'étranger n'ont pas caché leur colère. On nous prive de la possibilité de nous exprimer, peste une Suisse vivant en France. «Nous nous sommes battus longtemps pour obtenir ce droit.»

Les partisans du vote électronique insistent sur le fait que les droits de participation doivent être garantis. Ils avancent que l'essai pilote lancé en 2023 s'est bien déroulé dans près de 300 scrutins, et qu'il s'agit à présent d'en tirer les bonnes leçons. L'incident, d'après eux, contribuera à améliorer le système d'e-voting. Le canton de Lucerne souhaite lui aussi le tester dès septembre 2026.

Grâce à l'e-ID, acceptée de justesse en septembre 2025, l'e-voting pourrait fonctionner un jour de manière intégralement numérique. Il est prévu que l'identité électronique soit disponible à compter du 1er décembre 2026. La Confédération voulait la lancer dès l'été, mais après les doutes émis par le Contrôle fédéral des finances, elle a décidé de prendre des mesures supplémentaires en matière de protection et de sécurité des données.

Plus efficaces, plus sûres et plus fiables

L'e-ID délivrée par l'État pourrait en outre être utilisée dans le cadre de l'e-collecting: elle permettrait de vérifier la validité de signatures en quelques clics. Cela simplifierait nettement la tâche des comités, des communes et de la ChF, qui pourraient par exemple renoncer à l'envoi des formulaires par courrier. Ils seraient informés en temps réel du nombre de signatures authentifiées et pour-



raient planifier leurs travaux en conséquence. Les citoyens, quant à eux, profiteraient du fait que leurs données soient mieux protégées et transmises en toute sécurité. C'est la raison pour laquelle l'e-collecting est revenu à l'ordre du jour politique en 2024. Le scandale lié aux signatures falsifiées par des sociétés de récolte («Revue» 1/2025) a poussé à améliorer le système des formulaires sur papier. Le but n'est pas de transférer tout le processus en ligne: les récoltes pourront continuer à se faire dans l'espace public. Mais grâce aux possibilités numériques, elles deviendront plus efficaces, plus transparentes et plus sûres.

Savoir-faire et avis

Au Palais fédéral, cinq groupes parlementaires sur six sont favorables à un système numérique. Seul celui de l'UDC ne l'est pas. Les autres fractions veulent qu'un essai pilote démarre rapidement. La ChF est en train d'en préparer un, en impliquant des cercles aussi larges que possible afin de trouver une solution rassembleuse. En août 2025, la ChF a lancé un processus participatif, une démarche qui a fait ses preuves dans le cas de l'e-ID. Elle organise régulièrement des événements en ligne, où des connaissances scientifiques, un savoir-faire technique, des expériences, des avis et des idées sont échangés. Elle a aussi créé une plate-forme en ligne pour les échanges écrits. Le

Aujourd'hui, les signatures récoltées pour les initiatives populaires et les référendums sont remises à la Chancellerie fédérale dans des cartons. L'e-collecting simplifierait la participation des Suisses de l'étranger.

Photo Keystone

chancelier de la Confédération, Viktor Rossi, s'appuie sur ce dialogue pour définir les jalons du système d'e-collecting. Les premières décisions concerneront la réalisation technique.

Ce projet suscite aussi des questions d'ordre réglementaire, politique et organisationnel. Créer une plate-forme de récolte neutre, par exemple, n'est pas une mince affaire. Celle-ci devrait fournir des informations transparentes sur les initiatives populaires et les référendums tout en s'abstenant de prendre position. Elle devrait être conçue de sorte qu'aucun intérêt ne puisse être mis en avant de manière privilégiée. Les experts pensent que les récoltes de signatures se multiplieront à l'avenir, et que les réseaux de la société civile pourraient peser davantage qu'aujourd'hui sur les débats politiques.

Les premières expériences se feront au niveau cantonal. Le canton de Saint-Gall a mis sur pied son propre système, qu'il commencera à utiliser bientôt. Genève en est à la phase de conception. Techniquement, l'e-collecting est plus facile à mettre en place que l'e-voting, explique Rahel Estermann, qui insiste sur l'importance d'une approche sûre, open source et peu gourmande en données. À ses yeux, la voie numérique faciliterait la participation. Les Suisses de l'étranger et les personnes en situation de handicap en profiteraient tout particulièrement. «L'e-collecting renforcerait la démocratie.»

Les Suisses de l'étranger sont autorisés à signer des initiatives populaires ou des référendums s'ils sont inscrits au registre des électeurs. Actuellement, c'est le cas de 246'624 d'entre eux. Aucun chiffre concret n'est relevé sur la participation des Suisses de l'étranger aux récoltes de signatures.

Des photos et des notes d'Ella Maillart nous plongent dans l'aventure

Comme son compatriote genevois Nicolas Bouvier, Ella Maillart est l'un des grands voyageurs suisses du XXe siècle. De 1932 à 1939, avant que le monde ne s'enfonce dans une guerre totale, cette aventurière issue d'une bonne famille a écumé l'URSS, l'Iran, l'Afghanistan, la Chine et le reste de l'Asie, centrale en particulier. Ses images retracent le parcours d'une femme intrépide. Comme ces scènes de rue à Moscou, alors que derrière le rideau, Staline fait régner la terreur. Voici ensuite Ella Maillart passant un col à plus de 4800 mètres d'altitude. La voilà encore dans des déserts du Turkestan chinois, à une époque où les Occidentaux traversant ces régions se comptaient sur les doigts de la main. L'exposition lausannoise présente une sélection de tirages réalisés pour l'occasion. Ceux-ci sont issus d'archives offertes en 1988 par Ella Maillart à Photo Elysée et à l'Université de Genève. Des notes de l'aventurière rédigées en marge des photographies ponctuent la visite. L'exposition éclaire les événements historiques auxquels la Genevoise assiste: la soviétisation de l'Asie centrale, la transformation de la Chine après la chute du régime impérial et la création du Mandchoukouo – État situé en Mandchourie et contrôlé par le Japon. La lecture croisée des photographies et des notes révèle un regard sur le monde empreint d'une profonde humanité. Les images sont inscrites au registre Mémoire du monde de l'UNESCO.

STÉPHANE HERZOG

Exposition: Ella Maillart Récits photographiques
Jusqu'au 1er novembre 2026
au Photo Elysée,
Place de la Gare 17, 1003 Lausanne



1



2



3



4



5



6



7



8

1 Ella Maillart prête son Leica.

Photo Succession Ella Maillart et Photo Elysée, Lausanne.

2 Ella Maillart, La nouvelle voie ferroviaire entre Nanyo et Ninguta, à l'ouest de Vladivostok, 1934, Corée Japonaise.

Photo Succession Ella Maillart et Photo Elysée, Lausanne.

3 Des patineurs devant la Cité interdite, 1935, Pékin, République de Chine.

Photo Succession Ella Maillart et Photo Elysée, Lausanne.

4 Un portrait d'Ella Maillart dans les travées de Photo Elysée. La Genevoise s'est éteinte le 27 mars 1997, à Chandolin (VS), à l'âge de 94 ans.

Photo Elysée, Lausanne

5 Des images en noir et blanc venues du bout du monde.

Photo Elysée, Lausanne

6 Dans le désert du Tsaidam, à 3000 mètres d'altitude, fin mai 1935. Mont Kitin Kara, dans la chaîne des Kuen Lun, au Qinghai, en République de Chine.

Photo Succession Ella Maillart et Photo Elysée, Lausanne.

7 Ella Maillart, Ma rue — Ostojenka, 1930, Moscou, République socialiste fédérative soviétique de Russie, URSS.

Photo Succession Ella Maillart et Photo Elysée, Lausanne.

8 Ella Maillart, Rémouleur ukrainien, 1930, Moscou, République socialiste fédérative soviétique de Russie, URSS.

Photo Succession Ella Maillart et Photo Elysée, Lausanne.

Féminicides en Suisse: la violence à huis clos

Le nombre de meurtres commis sur des femmes dans le contexte domestique a atteint un nouveau record en 2025. La Confédération et les cantons ont pris des mesures pour freiner cette violence et mieux protéger les victimes. Mais la Suisse en fait-elle assez?

SUSANNE WENGER

Binningen (BL): le 13 février 2024 vers midi, un homme de 41 ans frappe son épouse de 38 ans au visage et l'étrangle dans leur maison. Il découpe le cadavre pour le faire disparaître. Le couple, parent de deux enfants en bas âge, était sur le point de se séparer. Corcelles (NE): dans la nuit du 20 août 2025, une femme de 47 ans et ses deux filles meurent poignardées chez elles. L'ex-mari, âgé de 52 ans, attire rapidement l'attention des enquêteurs. Grabs (SG): le 26 avril 2026, une femme de 71 ans succombe dans sa villa. La police arrête son époux, âgé de 67 ans.

Trois lieux, trois années, trois meurtres. Qui montrent à quel point le cadre domestique peut être dangereux pour des femmes de tout âge, même dans un pays aussi paisible que la Suisse. La violence exercée par les conjoints ou ex-conjoints commence peu à peu à interpeller la société et le monde politique, mais ces crimes ne sont plus des actes isolés depuis longtemps. En Suisse, une femme meurt toutes les deux à trois semaines en moyenne dans un contexte de violence domestique. En 2025, avec 25



Ne pas oublier la victime: pendant le procès d'un conjoint en mai 2026 près de Bâle, une chaîne humaine s'est formée devant le tribunal pour rendre hommage à la femme assassinée. Photo Keystone

En 2025, 25 femmes et filles ont été tuées: il s'agit là d'un nouveau record. En tout, 55 homicides ont été commis en Suisse l'an dernier.

femmes et filles tuées, un nouveau record a été atteint depuis qu'on a commencé, en 2009, à recenser ces meurtres séparément. En tout, 55 homicides ont été commis en Suisse l'an dernier.

Le gouvernement s'inquiète

La violence domestique n'épargne pas les hommes. Mais pour ce qui est des meurtres, le tableau est clair: plus de 90 % des victimes sont des femmes, les auteurs étant majoritairement des hommes. Le chiffre record de 2025 a inquiété le gouvernement. «Cela ne peut pas continuer ainsi», a déclaré la ministre de l'intérieur, Elisabeth Baume-Schneider. Le ministre de la justice, Beat Jans, a souligné qu'aucun autre délit ne fait autant de victimes que la violence contre les femmes. Au milieu de 2025 déjà, une commission de représen-

tants de la Confédération, des cantons et des communes a arrêté des mesures urgentes. Les régions ont par exemple été invitées à collaborer pour offrir des places aux femmes dans les refuges.

Nora Markwalder, professeure de droit pénal à l'Université de Saint-Gall, ne constate aucune hausse durable du nombre de féminicides. Mais elle trouve tout de même cette «tendance stable» préoccupante. Tandis que les meurtres entre hommes, commis lors de sorties, de disputes ou dans le milieu criminel, ont fortement reculé en Suisse ces dernières décennies, le nombre de femmes tuées par leur

conjoint est resté constant. «Cela interroge», note la criminologue.

Pas un «drame familial»

Le terme de «féminicide» fournit une piste de réflexion. Popularisé dans les années 1970 par la sociologue américaine Diana Russell, il renvoie à la dimension sociétale de ces crimes. D'après une définition de l'ONU de 2012, les féminicides sont les meurtres commis sur des femmes dans un contexte domestique. Des analyses montrent qu'ils sont souvent liés, chez leurs auteurs, à une volonté de domination, un sentiment de possession et des stéréotypes de genre. Les séparations sont des phases à haut risque. «Près de la moitié des meurtres sont commis pendant ou après la séparation», explique Nora Markwalder.

En Suisse, le féminicide n'est pas un terme juridique. Des groupes de défense des droits des femmes, des responsables politiques et le projet de recherche stopfemizid.ch l'utilisent depuis quelque temps pour mettre ces affaires en lumière. Les médias et les autorités l'emploient aussi de plus en plus. Pour Nora Markwalder, il décrit la réalité: «Il s'agit d'un meurtre, pas d'un drame familial ou d'un crime passionnel, comme on le désignait souvent auparavant pour minimiser sa gravité.»

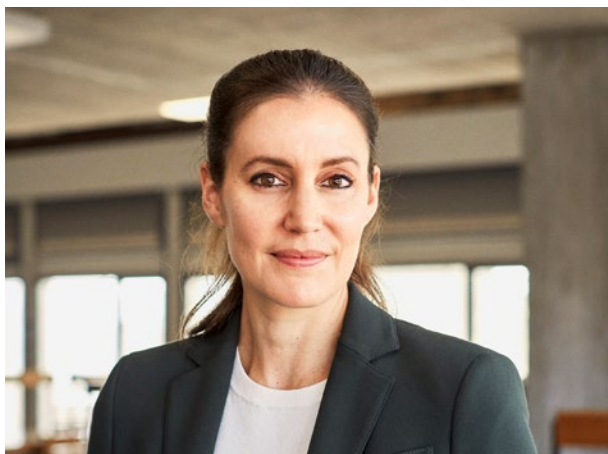
Nouveau numéro d'aide aux victimes

La Suisse a longtemps estimé que ce qui se passait chez les gens ne concernait pas l'État. La violence domestique – viols, voies de fait et menaces – n'est un délit officiel que depuis 2004. Des politiciennes de tous bords se sont battues pour que des mesures soient prises contre la vio-

lence faite aux femmes. En ratifiant la Convention d'Istanbul en 2018, la Suisse s'est engagée à agir. Une «feuille de route» de la Confédération et des cantons a porté de premiers fruits: au printemps de 2026, une ligne nationale d'aide aux victimes a été mise en place, le 142. Les cantons ont renforcé leur gestion des menaces pour détecter précocement la violence. Car le féminicide est souvent le point final d'une spirale de violence, comme l'a montré une analyse de la Confédération.

Désormais, la police s'adresse de manière ciblée aux auteurs de violences. Des cantons testent le bracelet électronique pour interdire les contacts. La Confédération a lancé une campagne de prévention afin de sensibiliser la population à la violence domestique. Des modifications législatives sont envisagées, notamment dans le droit régissant la détention d'armes. En 2025, une étude de l'Université de Saint-Gall a montré que les meurtres domestiques sont souvent commis au moyen d'armes à feu en Suisse, surtout si les auteurs sont âgés. Il faut savoir que les Suisses peuvent conserver leur arme militaire même après avoir été libérés de l'obligation de servir.

Le nombre de meurtres a fortement reculé en Suisse, mais ceux commis sur des femmes par leur conjoint est resté stable. «Cela interroge», déclare Nora Markwalder, professeure de droit pénal.
Photo MAD



Critiques et exigences

Les défenseurs des droits des femmes et les partis de gauche reprochent à la Suisse de ne pas appliquer assez rigoureusement la Convention d'Istanbul, malgré les progrès accomplis. Les refuges pour les femmes manquent d'argent, et la protection des femmes varie fortement d'un canton à l'autre. À droite, l'UDC estime que la violence domestique est surtout un problème de migrants. Elle exige des peines plus lourdes et des expulsions systématiques.

La Confédération et les cantons prévoient de déployer une nouvelle stratégie nationale contre la violence domestique et sexuelle en 2027 afin d'harmoniser les mesures et de tenir compte de la violence numérique. Le Parlement a en outre commandé une étude de faisabilité pour une tenue de statistiques sur les féminicides, y compris hors du contexte domestique.

Un procès marquant

Dans l'affaire de Binningen, le procès de première instance s'est tenu en mai 2026. Il a fait apparaître la dynamique destructrice de la violence domestique. La Cour pénale de Bâle-Campagne a condamné l'époux à la perpétuité pour assassinat et atteinte à la paix des morts, estimant que, mortifié par la perspective d'une séparation et mû par un besoin de contrôle, par la vengeance et la colère, ce dernier avait aussi tué sa femme pour dissimuler les faits de violence conjugale. Le président du tribunal a parlé d'un problème de société: «Il s'agit là d'un féminicide.» Des membres de la famille, des amis et des militantes ont rendu hommage à la victime en formant une chaîne humaine devant le tribunal.

Au bord du vide

Une situation topographique extrême, des sportifs qui repoussent les limites et, depuis peu, un téléphérique spectaculaire: à quoi ressemble la vie à Mürren (BE), au bord d'un vertigineux précipice?



Le téléphérique du Schilthorn qui mène à Mürren est le plus raide du monde. Il est tellement raide que les cabines quittent en quelque sorte la station inférieure par le toit. Photo Dölf Barben

DÖLF BARBEN

Au cœur de Mürren se trouve une placette où les touristes aiment à s'installer pour prendre des photos. Y compris ce jour-là. Une jeune femme secoue ses cheveux longs vers l'avant, puis vers l'arrière, affichant un sourire radieux devant le décor imposant. Sa compagne l'immortalise avec son smartphone. À côté, une mère s'approche avec son jeune fils. «Attention, prévient-elle, il n'y a pas de rambarde.»

Cette femme fait preuve d'une prudence quelque peu excessive, car il n'y a pas de danger à cet endroit. Pas encore. Depuis ce point de vue, un sentier abrupt descend à travers un pré. Après une centaine de mètres, on atteint une clôture de planches avec un portail.

C'est par là qu'on gagne le précipice. Le portail est ouvert. De l'autre côté de la clôture se trouve une plateforme pour les base-jumpers, ces casse-cous qui sautent dans le vide depuis les rochers, équipés de parachutes.

Si, d'une main, on se tient à la clôture et qu'on étire la tête, on peut apercevoir le fond de la vallée. La station inférieure du téléphérique. Des places de parc. Des rues. Des maisons. Des voitures. Tout semble incroyablement petit, mais aussi étrangement proche. C'est angoissant au plus haut point.

À travers le toit

Mürren se situe dans la vallée de Lauterbrunnen, non loin d'Interlaken. Le village trône au sommet d'une paroi verticale, partiellement en surplomb. En Suisse, il n'y a probablement aucune autre localité qui soit placée de manière aussi exposée au-dessus du vide.

Le nouveau téléphérique illustre bien la situation exceptionnelle de Mürren: il s'agit du plus raide du monde. Lorsqu'il se met en marche, on a l'impression d'être tiré vers le haut par les cheveux. Les cabines des téléphériques ordinaires quittent la station inférieure par l'avant. Ici, elles



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. Aujourd'hui: un lieu de tous les extrêmes.

s'échappent en quelque sorte du bâtiment à travers le toit.

Les câbles porteurs sont orientés vers le ciel, comme si l'aiguille des heures indiquait le onze sur un cadran de montre. Techniquement parlant, la pente s'élève à 159,4 %: un record. Pendant le trajet, on a le nez collé à la vitre et l'on fixe les rochers nus. Ici et là, de l'eau jaillit de la paroi. 775 mètres de dénivelé sont avalés en quatre minutes.

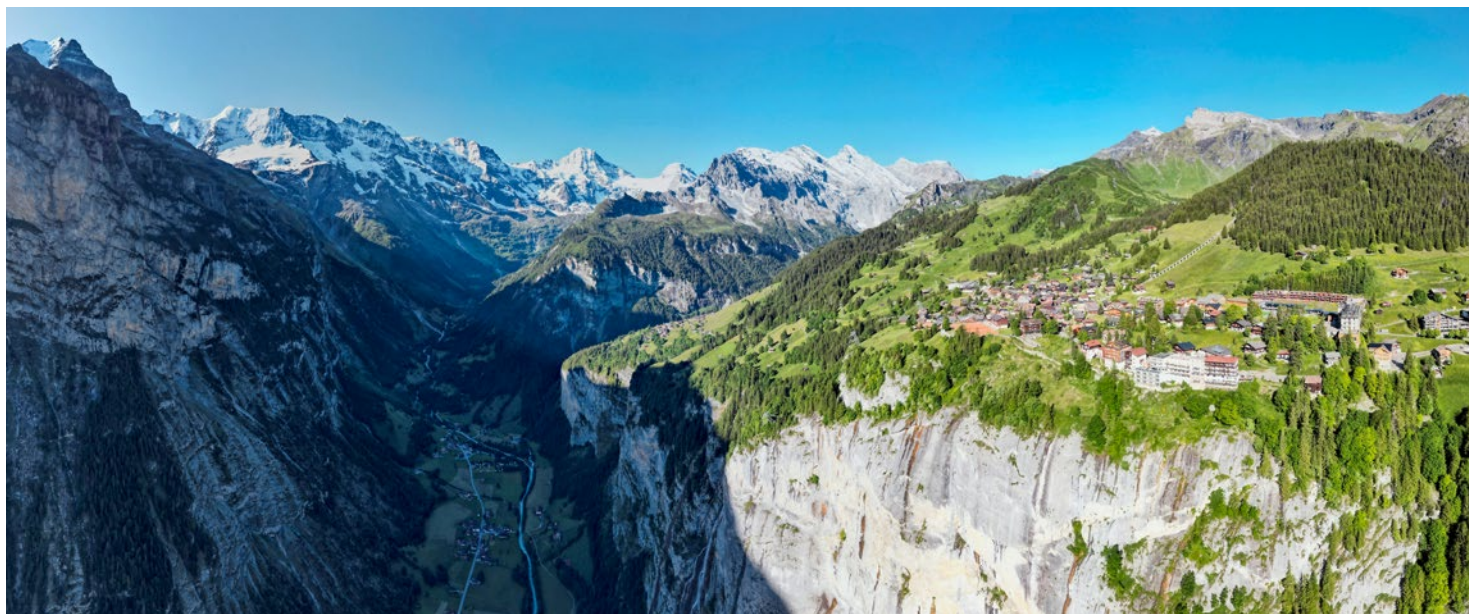
Le restaurant tournant de James Bond

Mürren et son précipice. Il existe de magnifiques anciennes affiches publicitaires qui jouent avec ce frisson. Un minuscule village baigné par le soleil, perché au sommet d'un rocher ténébreux. Mais à part ça?

Pour les personnes qui vivent ici, la proximité de l'abîme semble ne pas poser de problème. Elles décrivent «leur» Mürren comme le plus bel endroit sur terre, évoquent le calme qui règne dans ce village sans voiture, la glorieuse histoire du tourisme, le restaurant tournant Piz Gloria au sommet du Schilthorn et James Bond. Un des opus de la série, «Au service secret de Sa Majesté», a été tourné ici, renforçant encore la notoriété mondiale de Mürren. Mais personne ne parle du précipice. Nous devons insister.

Kurt et Verena Hugger devant leur maison à Mürren. Il a été directeur de bains et hôtelier. Tous deux ont fait de la course à ski. Photo Dölf Barben





Par exemple auprès de Kurt Huggler (81 ans). Il a grandi à Mürren, a été skieur de course, directeur de bains et hôtelier. «Si, si, avoue-t-il, quand on était petits, on descendait souvent près de l'escarpement.» Les enfants jetaient des objets dans le vide, cueillaient des fleurs rares ou s'asseyaient au bord pour contempler le vide. Ils ne racontaient pas tout à leurs parents. Et quand Kurt Huggler nous raconte le défi que se lançaient parfois les gamins, notre estomac se noue: il s'agissait de faire le «cochon pendu» sur une branche flottant au-dessus du vide.

Notre interlocuteur nous rassure: il ne s'est jamais rien passé. Peut-être aussi grâce à la dissuasion des parents. Qui racontaient aux jeunes enfants qu'un méchant bonhomme équipé d'un crochet vivait dans les rochers. Et qu'il voulait les attirer dans le vide et les dévorer.

En écoutant notre homme, on commence à comprendre: il considère le risque comme seul un montagnard peut le faire. Toute sa vie, il a gravi des sommets et affirme: «Je ne m'élancerais jamais sur une voie difficile sans protection.» Ainsi, il révèle aussi ce qu'il pense du base-jump. Les habitants des montagnes ont toujours conscience du danger; les familles comptent sur chacun de leurs membres. «On ne peut pas se permettre de se jeter dans la mort.» Kurt Huggler ne peut s'empêcher de rire

lorsqu'il évoque un autre aspect du précipice: «Par le passé, on balançait simplement les ordures par-dessus la corniche.» Il n'y avait guère de plastique alors. Ni de déchets verts. «On les donnait à manger aux cochons.» Il s'agissait surtout de boîtes de conserve vides, de déchets encombrants, et même une fois d'une moitié de machine à glace d'un hôtel: «Un vrai spectacle!» Les déchets ne dévalaient pas jusque dans la vallée: ils s'arrêtaient sur des replats et ont été recouverts par la suite. Notre interlocuteur sourit: «On devrait creuser là un jour: on en apprendrait beaucoup sur Mürren.»

«Il faut le faire une fois dans sa vie»

Sven von Arx (30 ans), technicien en bâtiment et membre du conseil communal local, s'est installé à Mürren il y a six ans, complètement fasciné par la beauté du lieu et sa topographie.

Le village de Mürren (à droite) est situé à 800 mètres au-dessus du fond de la vallée de Lauterbrunnen. Les habitants sont habitués à vivre au bord du vide.

Photo Wikimedia

«Et cette sensation ne m'a pas quitté.» Au début, il s'est tout de même demandé comment des gens avaient pu avoir l'idée de s'installer sur cet à-pic.

Entre-temps, il s'est habitué au précipice. Il en est allé de même avec le parapente, qu'il a pratiqué pendant un moment. Lorsqu'il s'est élancé pour la première fois du haut de la paroi et a pris conscience de cet immense vide au-dessous de lui, une angoisse terrible l'a envahi. «Mais après 40 vols, on s'y fait.»

Idem pour le nouveau téléphérique. Le trajet, dit-il, est spectaculaire, mais voilà bien longtemps qu'il ne se presse plus contre la fenêtre de la cabine. «Seuls les touristes le font encore.»

L'à-pic continue tout de même de le fasciner. Lorsqu'il reçoit des amis en visite, il les emmène volontiers sur la via ferrata. Il s'agit d'un itinéraire qui descend la paroi rocheuse, mais sur lequel on est assuré en permanence. «Il faut le faire une fois dans sa vie», dit-il. Pour accéder à la via ferrata, on passe à côté d'une plate-forme de base-jump. Sven von Arx en pense la même chose que le montagnard Kurt Huggler: «Je me demande comment on peut faire ça.»



Sven von Arx s'est installé il y a six ans à Mürren, et reste fasciné par la situation du village. Photo Dölf Barben

La via ferrata près de Mürren



Erinaceus europaeus



Photo Pro Natura

Voilà près de 30 ans que Pro Natura élit l'animal de l'année en Suisse. En 2026, son choix s'est porté sur le hérisson commun. Une décision surprenante de l'organisation de protection de la nature la plus ancienne du pays, car aucun animal sauvage ne semble nécessiter moins d'attention en Suisse que le hérisson. Son apparence mignonne et sa faculté à se rouler en boule hérissée ravissent la nation. On aime le voir trotter, flairer et mâchonner dans les jardins les nuits d'été. Des centres de soin s'occupent des hérissons blessés, et au bord des routes des pancartes incitent à la prudence afin que les hérissons puissent traverser en toute sécurité. Pourquoi donc cette distinction? Pour montrer que la sympathie, ce n'est pas suffisant. La population de hérissons en Suisse diminue, et depuis quatre ans l'espèce est considérée comme «potentiellement menacée». Cela est dû au fait que les hérissons vivent aujourd'hui surtout dans les villes et les villages, où la densification de la population détruit leur habitat. Pro Natura appelle à leur faciliter la vie dans notre voisinage. Ces animaux nocturnes ont besoin d'abris pour se cacher pendant la journée et pour nicher, de passages aménagés dans les clôtures et les murs, et d'espaces verts riches en végétaux qui attirent les insectes: coléoptères, mille-pattes et chenilles font partie de leurs mets de prédilection. Il faut aussi éloigner les dangers mortels en couvrant les piscines et en évitant les robots de tonte, car ses 8000 piquants ne protègent pas le hérisson de leurs lames. Les spécialistes conseillent à la population suisse de renoncer aux pelouses bien rases et aux jardins bien rangés, car le hérisson préfère le désordre, les tas de feuilles et le bois mort. En novembre, il retourne en hibernation, à condition qu'il trouve une cachette adéquate.

SUSANNE WENGER

Réinterprétation du Swiss made

L'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI) a assoupli la politique d'utilisation de la croix suisse, réagissant ainsi à la pratique de marques internationales, comme le fabricant de chaussures On. Jusqu'ici, au moins 60 % des coûts de fabrication devaient être engagés en Suisse pour que la croix suisse puisse être apposée sur des produits. Désormais, si ceux-ci ont été créés ou développés en Suisse, la croix suisse peut aussi être utilisée à certaines conditions.

(WS)

L'OCDE critique les frais de crèche excessifs

D'après un rapport de l'OCDE, la Suisse a du retard en matière d'égalité hommes-femmes. Les écarts salariaux entre les sexes font partie des plus importants en comparaison internationale. Cela est principalement dû à la forte proportion de femmes travaillant à temps partiel et au coût de la garde des enfants. En décembre, le Parlement a adopté une loi sur les crèches qui permettra d'augmenter les allocations.

(WS)

Recours rejetés contre l'e-ID

En septembre 2025, 50,4 % des Suisses ont dit oui à l'e-ID. Le Tribunal fédéral (TF) a rejeté les recours contre la votation, qui visaient notamment un don de Swisscom au comité en faveur de l'e-ID, en violation de la neutralité politique des entreprises contrôlées par l'État. Le TF a déclaré ces recours irrecevables, car ils avaient été déposés trop tard. Le résultat du scrutin reste donc valable. Il est prévu que l'e-ID soit introduite en décembre.

(WS)

Durcissement de la réglementation «too big to fail»

Le Conseil fédéral veut obliger les banques d'importance systémique, telles qu'UBS, à augmenter leurs réserves de fonds propres. À l'avenir, les participations dans les filiales étrangères devront être entièrement couvertes par des fonds propres directement disponibles. Faisant suite au crash de Credit Suisse en 2023, ces nouvelles règles sont censées réduire le risque de sauvetage bancaire par la Confédération et renforcer la stabilité de la place financière. Le Parlement en débattrà à l'automne.

(WS)

Le Conseil fédéral renonce à relever l'âge de la retraite

Le Conseil fédéral a ouvert la consultation sur la réforme AVS 2030. Au lieu de relever l'âge de la retraite, il veut inciter les gens à travailler plus longtemps. Sont notamment prévues une hausse de la franchise de cotisation pour les travailleurs de plus de 65 ans et une flexibilisation de la retraite. En outre, il sera plus difficile de prendre une retraite anticipée. Cette réforme est censée rapporter annuellement près de 600 millions de francs à l'AVS jusqu'en 2040.

(WS)

La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 51^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 479 000 exemplaires, dont 311 000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.— en Suisse / CHF 50.— à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Walter Schmid, rédacteur en chef (WS),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter
(TP), Susanne Wenger (SWE), Amandine
Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE
La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral»
est publiée sous la responsabilité de la
Direction Consulaire, Innovation et
Partenariats, Effingerstrasse 27,
3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE
Airpage AG, Uster/Zürich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

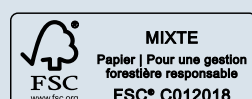
DESIGN
Roman Häfliger, Bâle

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la
rédaction: Organisation des Suisses de
l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KB-
BECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉ-
SENTE ÉDITION: 16 juin 2026

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement
à votre ambassade ou à votre consulat,
la rédaction n'ayant pas accès à vos
données administratives.

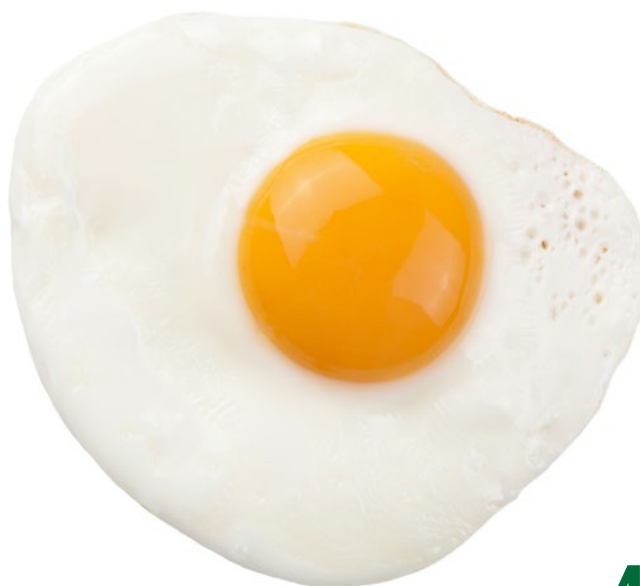


Plus d'œufs, plus de langues, plus d'années

5

La Suisse fait partie des cinq pays les mieux évalués du monde. En 2025 encore, elle était perçue comme stable, prospère et fiable, avec des institutions fonctionnant bien et une haute qualité de vie. Soit un modèle de réussite inébranlable vu de l'extérieur, et dont le rayonnement reste intact même en ces temps incertains.

SOURCE: DFAE



25 %

Dans un pays possédant quatre langues officielles, un quart de la population utilise une autre langue principale. Il s'agit le plus souvent de l'anglais, suivi par l'albanais et le portugais. Ce sont surtout les jeunes, les Suisses issus de la migration et les étrangers qui emploient plus d'une langue principale. La diversité linguistique en Suisse est donc plus importante que ses quatre langues nationales ne le laissent penser.

SOURCE: OFS

15'000

Les œufs se font rares en Suisse au petit-déjeuner. Le contingent tarifaire a été relevé de 15'000 tonnes afin que quelque 240 millions d'œufs supplémentaires puissent être importés à un taux de droits de douane bas d'ici la fin de l'année. La raison: la consommation augmente plus vite que la production. En Suisse, chaque citoyen consomme 197,7 œufs par an en moyenne.

SOURCE: OFFICE FÉDÉRAL DE L'AGRICULTURE (OFAG)

0,4

En Suisse, les gens vivent plus longtemps. Les femmes ont gagné 0,4 année de vie, et les hommes 0,3. Les filles qui naissent aujourd'hui pourraient vivre jusqu'à 86,3 ans, les garçons jusqu'à 82,7 ans. La structure d'âge évolue aussi: la Suisse compte pour la première fois plus d'habitants de plus de 65 ans que de moins de 20 ans. Le pays vieillit donc, et cela a des conséquences majeures sur l'AVS, le marché du travail et la politique.

SOURCE: OFS

409'000

C'est le nombre de nuitées annoncées par le Club alpin suisse (CAS) pour son année record de 2025. La cabane la plus fréquentée a été la Lämmerenhütte, au col de la Gemmi (VS), qui a enregistré 10'053 nuitées. Tandis que l'attrait des montagnes croît, une étude commandée par le CAS montre que plus d'un tiers des cabanes pourrait devenir instable à cause de la fonte du pergélisol. Le paradis suisse repose sur un socle fragile.

SOURCE: CAS

Découverte de la cargaison d'un navire romain

Des archéologues ont découvert des objets en céramique, des outils et des armes datant du premier siècle après J.-C. dans le lac de Neuchâtel. Ils espèrent acquérir de nouvelles connaissances sur les moyens de transport, le commerce et le savoir-faire technique de l'Empire romain.

EVELINE RUTZ

Cela aurait pu être des mines datant de la Seconde Guerre mondiale. En novembre 2024, deux plongeurs ont exploré un endroit du lac de Neuchâtel où se trouvaient de nombreux objets ronds. Ce n'est qu'après avoir allumé leurs lampes qu'ils ont compris qu'ils n'avaient pas affaire à du matériel de guerre. «La couleur caractéristique de la terre cuite est apparue», se souvient Julien Pfyffer, fondateur et président de la Fondation Octopus. Avec l'aide d'un archéologue du canton de Neuchâtel, il s'est rendu compte qu'il avait sous les yeux des assiettes. Entre les algues, les moules, le sable et les pierres, ils ont découvert d'autres récipients en céramique. Ils contemplaient d'innombrables gobelets, bols et écuelles – et ont com-

«Nous sommes restés
plusieurs minutes figés
au-dessus de cette cargaison
de navire.»

Julien Pfyffer, président de la Fondation Octopus

pris qu'il s'agissait d'une découverte exceptionnelle. «Nous sommes restés plusieurs minutes figés au-dessus de cette cargaison de navire», raconte Pfyffer.

Deux ans et demi se sont passés depuis. L'Office de l'archéologie cantonale (OARC) de Neuchâtel a mené des fouilles en 2025 et 2026. Il a été soutenu dans cette tâche par le Service archéologique de l'État de Fri-

bourg (SAEF) et la Fondation Octopus. Une équipe commune a identifié, documenté et sorti de l'eau près de 1000 objets au large des rives du lac. Ceux-ci ont été transportés par caisses jusqu'au Laténium, Parc et musée d'archéologie à Hauterive, où ils ont été entreposés dans des dépôts spéciaux.

Par crainte de pillages et de dégradations, les responsables ont travaillé dans la plus stricte confidentialité. Ce n'est que récemment qu'ils ont informé le public. «Cette découverte est d'une valeur inestimable», souligne Sonia Wüthrich, qui dirige l'OARC. Selon elle, la richesse, la diversité et l'excellent état de conservation des objets rendent cette découverte exceptionnelle unique en Suisse.

Des cercles au fond du lac de Neuchâtel: une prise de vue par drone a permis de faire une découverte spectaculaire.

Photo Octopus Fondation



Une voie de transport et de commerce stratégique

Les objets découverts proviendraient d'un bateau marchand qui aurait fait naufrage entre 20 et 50 après J.-C. À cette époque, le lac de Neuchâtel constituait une importante et stratégique voie de transport et de commerce. Celle-ci reliait le sud et le nord de l'Empire romain et était utilisée pour acheminer des denrées alimentaires, des matériaux de construction, des marchandises, des animaux et des personnes.

Le transport par voie d'eau permettait d'acheminer les cargaisons de manière plus simple, plus efficace et moins coûteuse que par voie terrestre. Des découvertes antérieures laissaient déjà supposer que les eaux intérieures suisses servaient de voies de transit à l'époque romaine. Des vestiges de navires marchands romains ont été mis au jour en Allemagne, dans le sud de la France et en Méditerranée. Jusqu'à présent, seules quelques cargaisons avaient toutefois été retrouvées.

La cargaison volumineuse et remarquablement bien conservée du lac de Neuchâtel est donc exceptionnelle, non seulement pour la région, mais aussi à l'échelle européenne. Sonia Wüthrich parle d'une «source inestimable d'informations inédites». Selon elle, cette découverte ouvre la porte à «de prometteuses perspectives de recherches relatives à la romanisation et à l'histoire économique du territoire helvète».

Des objets d'Andalousie

Les récipients en céramique retrouvés pourraient avoir été fabriqués dans une manufacture locale et avoir été destinés à la vente. Ils étaient soigneusement emballés dans des caisses de bois. Quelques assiettes



étaient empilées sur le fond du lac, comme si elles venaient de tomber d'une étagère. Sur le navire, elles étaient probablement entreposées sur un chariot de bois de frêne: quatre roues ont été retrouvées. Qui témoignent d'un système de transport dual: au I^{er} siècle après J.-C., les transports par voie d'eau et terrestre étaient souvent associés. Deux amphores intactes prouvent que les réseaux commerciaux étaient très étendus. Elles proviennent d'une province romaine située dans la région de l'Andalousie actuelle et étaient probablement remplies d'huile d'olive. Trois glaives romains, retrouvés avec leur fourreau de bois, pourraient avoir appartenu à une escorte militaire chargée de sécuriser le transport ou avoir simplement fait partie de la cargaison.

Les vestiges étaient dispersés sur près de 600 mètres. Il est possible que les marins aient jeté des marchandises par-dessus bord lorsqu'ils se sont retrouvés en détresse. «Nous voulons comprendre et préciser les circonstances de ce naufrage», explique Sonia Wüthrich. Cette découverte devra surtout être replacée dans un contexte historique plus large afin d'apporter de nouvelles connaissances sur les voies de transport, les réseaux commerciaux, les savoir-faire techniques, les manufactures de céramique et la distribution des produits.

Une cuvette de bronze: la quantité et la diversité des objets retrouvés promettent des travaux de recherche complexes. Photo Octopus Fondation

Préparation pour le public

Pour l'instant, la priorité est donnée aux travaux de conservation et de restauration. Ils sont complexes en raison du grand nombre d'objets et de la diversité des matériaux. L'OARC a notamment dû louer des dépôts frigorifiques supplémentaires et réorganiser les espaces de stockage. L'archéologue cantonale Sonia Wüthrich reconnaît que le défi logistique et financier est immense. Il s'agit toutefois d'une étape indispensable pour préserver les objets à long terme et les rendre accessibles à la communauté scientifique, puis au public.

On devrait en savoir plus sur cette découverte archéologique au cours de 2027. Un livre et un film documentaire sont en préparation. Une petite exposition temporaire est également envisageable. Le musée du Laténium prévoit d'ouvrir un jour un espace entièrement consacré à la navigation et à l'époque romaine.

Si cette précieuse cargaison a refait surface maintenant, c'est en raison notamment des conséquences des corrections des eaux réalisées au XIX^e et au XX^e siècles. Celles-ci ont fait baisser le niveau des eaux et modifié les courants. Ce qui avait autrefois disparu dans les sédiments est désormais mis au jour. «Nous surveillons régulièrement les fonds lacustres ainsi que le patrimoine culturel subaquatique au moyen d'observations aériennes et de plongées», explique Sonia Wüthrich. La cargaison a été découverte grâce à une prise de vue par drone. Celle-ci révélait une zone sombre entourée de petits cercles. Existe-t-il d'autres endroits où les spécialistes soupçonnent la présence de vestiges similaires? «Actuellement non», répond Sonia Wüthrich. «Toutefois, cela n'est pas exclu!»

Les dinosaures et leurs cousins crocodiliens font rêver les Suisses

Trois possibilités d'aborder les dinosaures se présentent en Suisse: les traces du Vieux Emosson (VS), le musée Jurassica (JU) et le site de Frick (AG). Et même si dans le cas valaisan il s'agit en fait de cousins éloignés, ces lieux fascinent le public!

STÉPHANE HERZOG

La docteure Lara Sciscio, spécialiste des traces de dinosaures, pousse une grande porte en bois ouvrant sur une cave. C'est celle du château de Porrentruy (JU), qui héberge encore des prisonniers aux étages, précise notre deuxième accompagnant, le paléontologue Gaël Spicher, docteur au musée d'histoire naturelle Jurassica (en rénovation jusqu'en 2027). Cette caverne d'Ali Baba est entièrement dédiée aux produits des célèbres fouilles effectuées lors du chantier autoroutier de la Transjurane. Lancé au début des années 2000, son tracé parcourt une zone qui peut receler des vestiges d'intérêt. Une équipe d'archéologues est constituée, ce qui permet d'engager des fouilles d'urgence, raconte dans son dernier livre*, consacré aux dinosaures en Suisse, le journaliste scientifique Pierre-Yves Frei. En février 2002, près de Courtedoux (JU), la terre laisse apparaître des traces de dinosaures. Ce sont des sauropodes. Ces quadrupèdes au long cou et aux pattes massives étaient herbivores. Ils ont vécu au Jurassique

Le site jurassien contient quelque 700 pistes – des dinos en balade à travers l'Europe – et 14'000 empreintes.

supérieur, il y a environ 157 à 152 millions d'années. «Ils ne nous auraient pas attaqués pour nous manger, comme l'aurait fait disons un T-rex qui a vécu au Crétacé, et dont on



«Une empreinte nous renseigne sur le pas de l'animal, sur sa foulée, sur son poids.»

Lara Sciscio, spécialiste des traces de dinosaures

trouve des traces aux États-Unis», explique Lara Sciscio. Le site jurassien contient quelque 700 pistes – des dinos en balade à travers l'Europe – et 14'000 empreintes. Une aubaine pour cette chercheuse, venue au muséum Jurassica il y a quatre ans de son Zimbabwe natal. «Une empreinte nous renseigne sur le pas de l'animal, sur sa foulée, sur son poids», détaille cette paléontologue, spécialisée en ichnologie (soit l'analyse des empreintes). Et les squelettes? Ici, point. Mais des restes de sauropodes ont été découverts à Moutier (JU) dès le XIXe siècle, précise la scientifique. Les bêtes en question ressemblaient à des Diplodocus.

Des traces de 2,10 mètres de diamètre

Nos deux scientifiques ouvrent des boîtes qui contiennent des fossiles issus des fouilles de la Transjurane. Voici le ventre fossilisé d'une tortue.

Elle a vécu il y a 152 millions d'années, au moment du Jurassique supérieur, terme qui tire son nom du Jura. Au moment de leur découverte, chaque fossile ou trace d'animal est recouvert de plâtre pour être protégé, puis extrait de la roche et transporté au laboratoire afin d'être nettoyé. Il y a ici de quoi travailler durant des décennies. Mais où sont les dinosaures? Les paléontologues font glisser un lourd dossier vertical. Voici des traces rondes laissées par un saurien de type *Amanzia*. Cette bête possédait des pattes grosses comme des colonnes (1,20 de diamètre pour la plus grosse empreinte), un long cou, une petite tête et une longue queue très robuste. Sa taille? Environ quatre mètres au niveau de la hanche. Ce «dessin» est le produit de comparaisons avec d'autres sauropodes, car ces fouilles n'ont pas fait apparaître de squelettes de tels animaux, précise Lara Sciscio. Or, pour identifier avec certitude un animal, il est nécessaire de posséder la paire trace et squelette. Les deux chercheurs nous emmènent dans la cour d'un centre de formation où l'on peut observer le sous-sol à travers des vitres. Celles-ci laissent apparaître des traces tridactyles (trois doigts), laissées par des théropodes, des dinosaures bipèdes et carnivores cette fois, proches du T-rex. Pour rappel, ce monstre a vécu avant l'effondrement des dinosaures non aviens, les oiseaux actuels étant des dinosaures vivants! C'était il y a 66 millions d'années.

Autre lieu connu en Suisse pour observer des traces de ces animaux variés et parfois effrayants, celles du Vieux Emosson, en Valais. Elles sont perchées à plus de 2400 mètres d'altitude. Sacrée affaire que celles-ci, car



Pierre-Yves Frei:
«Un dinosaure dans la montagne». Savoir suisse, Lausanne 2026, 192 pages.



des paléontologues ont découvert des années après que les animaux en question ne pouvaient être des dinosaures! «Ces traces ont été laissées par des cousins proches, avec qui ils partagent un ancêtre commun au début du Trias», raconte Pierre-Yves Frei. La genèse de ce malentendu figure dans son ouvrage. En 1976, le géologue français Georges Bronner et des amis à lui décident de se rendre à pied dans la région du barrage d'Émosson. Le deuxième jour, le groupe atteint la région du Vieux Émosson, nom du premier barrage élevé dans cette vallée. Georges Bronner prend des photos

avec sa fille Sylvie. Le regard de l'Alsacien se fait accrocher par une dalle à moitié dégagée par un névé. Ce ne sont pas de simples trous, mais des empreintes! L'écho donné à cette découverte sera mondial et le coin deviendra – et restera – celui des dinosaures du Vieux Émosson. Comment a-t-on cru à des dinosaures? La première raison, explique le journaliste genevois, est que les traces, bien que très nombreuses, sont de médiocre qualité. Elles ont pu laisser croire à la présence d'empreintes à trois doigts, typiques de dinosaures. En fait, il n'y a que des empreintes à cinq doigts.

Il y a des millions d'années, les théropodes peuplaient la Suisse. Une réplique se trouve devant le musée Jurassica à Porrentruy.

Photo Stéphane Herzog

Autre difficulté, la roche sédimentaire ne comporte aucun fossile, rendant impossible une datation précise. Les pionniers de cette trouvaille avaient parié sur un âge de 230 millions d'années. Or la roche a 240 millions d'années et à cette époque, les dinosaures apparaissent tout juste dans l'hémisphère sud. Bref, adieu les dinos et bienvenue à des animaux pentadactyles (dotés de cinq doigts), soit des crocodiliens haut sur pattes, de presque trois mètres de long, dotés de mâchoires puissantes, qui appartiennent à la branche des pseudosuchiens. L'autre branche étant celle des avemetatarsaliens, soit celle des dinosaures.

Frick et ses squelettes parfaits

Dans son ouvrage, Pierre-Yves Frei cite un autre lieu fabuleux dans l'histoire des dinosaures en Suisse: les carrières de Frick (AG), où, en 1976, un paléontologue suisse, Ben Pabst, a découvert dans de l'argile les restes fossiles de dinosaures âgés de 210 millions d'années environ, des pléiosaures. Soit des herbivores de huit mètres de long pesant quatre tonnes. Le musée de Frick permet de découvrir un squelette complet de cet animal. Ce coin d'Argovie comprendrait environ 500 fossiles de dinosaures par hectare. Pourquoi une telle masse? «Sur cette grande plaine, au Trias, les points d'eau se transformaient en mares de boue à la saison sèche. Assoiffés, les grands dinosaures s'y aventuraient quand même et ne parvenaient pas toujours à s'en extraire», raconte l'auteur. «Je n'aime pas les imaginer s'y perdre, mais c'est un témoignage précieux», ajoute le Genevois.

Le Parlement suisse face à des décisions cruciales en matière de politique européenne

La Suisse a négocié un nouveau paquet d'accords avec l'Union européenne (UE). C'est au tour du Parlement fédéral de se pencher sur ce traité de plus de 1000 pages, avant que le peuple n'ait le dernier mot. Aperçu des questions centrales et sujettes à controverse.



À quoi servent ces accords?

Les accords jusqu'ici conclus avec l'UE (accords bilatéraux I et II) ont plus de 20 ans. Avec ce nouveau paquet, le Conseil fédéral entend consolider et développer la voie bilatérale: c'est pourquoi il lui donne le nom d'«accords bilatéraux III». Le cœur de ce traité reste la participation sans obstacle au marché européen, qui est la place commerciale la plus importante pour l'économie suisse. En fait partie notamment le maintien de la libre circulation des personnes, qui donne à la population le droit de travailler et de vivre dans un autre pays de l'espace économique européen.

Que contient le nouveau paquet d'accords?

Il contient deux volets, la stabilisation et le développement. Le premier

concerne le renouvellement des cinq accords existants relatifs à la libre circulation des personnes, aux transports terrestres et aériens, à l'agriculture et à la reconnaissance mutuelle des normes de produit. Le volet sur le développement contient trois nouveaux accords dans les domaines de l'électricité, de la santé et de la sécurité des aliments. Du point de vue de l'UE, le traité ne peut être ratifié qu'en entier et ne pourra pas être morcelé par la suite. Le Parlement pourrait néanmoins décider de faire voter le peuple sur ce paquet géant en deux fois.

Quelles sont les principales pierres d'achoppement?

Les questions les plus controversées sont d'ordre institutionnel, comme la reprise du droit européen ou la

Le 2 mars 2026, le président de la Confédération, Guy Parmelin, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé le paquet d'accords fraîchement négocié. À présent, les deux parties doivent le ratifier. En Suisse, il s'agit du Parlement et du peuple.

Photo Keystone

marche à suivre en cas de conflits. Pour les accords qui concernent le marché européen, la Suisse devra systématiquement appliquer les nouvelles règles de l'UE. Il s'agit là de la «reprise dynamique du droit», telle que celle qui existe déjà dans l'accord de Schengen. La nouveauté, c'est que la Suisse aura un droit de regard informel sur l'élaboration de ces règles. Elle pourra, le cas échéant, refuser la reprise du droit, mais devra alors s'attendre à des mesures de compensation prononcées par Bruxelles. Une autre pierre d'achoppement est la marche à suivre en cas de conflit: si Berne et Bruxelles ne parviennent pas à s'entendre sur l'interprétation d'un accord, un tribunal arbitral paritaire devra trancher. Si le différend concerne un point d'interprétation du droit de l'UE, le tribunal arbitral sai-

sira la Cour de justice de l'UE (CJUE) au Luxembourg, car c'est elle qui veille à l'interprétation uniforme du droit européen au sein de l'UE. Le Conseil fédéral souligne que la CJUE ne se prononcera pas sur le litige concret et ne pourra pas non plus intervenir de son propre chef dans une procédure d'arbitrage.

Comment se positionnent les partis?

Le seul parti gouvernemental à s'opposer fondamentalement au nouveau paquet d'accords est l'UDC. Ce parti national-conservateur met en garde contre les «juges étrangers» et estime que la souveraineté suisse est en danger. Les autres partis gouvernementaux, le PS, le PLR et Le Centre ainsi que les Verts et les Vert'libéraux, sont favorables au nouveau paquet. Les syndicats aussi, dans la mesure où le Parlement adopte les mesures prévues pour protéger les salaires. La faïtière économiquesuisse, quant à elle, estime que ce paquet d'accords est indispensable pour la compétitivité de la Suisse.

Dans quelle mesure ces accords concernent-ils la Cinquième Suisse?

Pour les près de 540'000 Suisses qui vivent actuellement dans un pays européen, rien ne changera en principe. En revanche, les futures générations de Suisses qui souhaiteraient profiter de la libre circulation des personnes pour émigrer dans un pays européen sont concernées. La reconnaissance mutuelle des diplômes ou la coordination des systèmes d'assurance sociale font aussi partie des avantages de la libre circulation des personnes.

La Suisse pourra-t-elle limiter l'immigration unilatéralement?

En principe, les citoyens d'États européens ont le droit, dans le cadre de la libre circulation des personnes, de

travailler, d'étudier et d'habiter en Suisse. Cependant, le Conseil fédéral a négocié une clause de sauvegarde dans le paquet d'accords. Ainsi, la Suisse pourrait freiner l'immigration en cas de «difficultés sérieuses d'ordre économique ou social». Elle devrait toutefois s'attendre à ce que l'UE réplique par des contre-mesures, par exemple en limitant de son côté l'immigration de citoyens suisses (voir aussi pp. 26–27, à propos de la votation sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»).

Les débats parlementaires pourraient se prolonger jusqu'en 2027. La votation n'aura probablement lieu qu'en 2028.

Quand aura lieu la votation sur le paquet d'accords avec l'UE?

D'abord, le Conseil national et le Conseil des États se pencheront sur ce paquet, probablement dès la session d'automne. Riche et complexe, ce traité est l'un des plus importants de ces dernières années. Dans le cadre de sa ratification, le Parlement devra adapter 36 lois et adopter trois nouvelles lois. Les débats parlementaires pourraient se prolonger jusqu'en 2027. La votation n'aura probablement lieu qu'en 2028. On ignore encore si la simple majorité du peuple suffira, ou si la majorité des cantons devra également accepter le projet. Le mode de scrutin fait l'objet d'un vif débat sur le plan politique.

Pourquoi la majorité des cantons est-elle une question clé?

Il est plus difficile qu'un projet soit accepté si la majorité des cantons doit aussi dire oui. Cette double majorité

arrangerait les adversaires des accords avec l'UE. Ces accords, disent-ils, concernent la Constitution fédérale, et nécessitent donc aussi la majorité des cantons. Le Conseil fédéral, quant à lui, estime qu'aucune base légale ne l'exige. Pour les partisans du traité, la simple majorité du peuple est suffisante, comme cela avait été le cas pour les accords bilatéraux I et II. Le projet a plus de chances d'être accepté dans les urnes sans la majorité des cantons. C'est le Parlement qui décidera du mode de scrutin définitif.

Que se passera-t-il en cas de «non»?

Si les Suisses refusent le nouveau paquet, les accords bilatéraux existants resteront valables, mais, selon le Conseil fédéral, ils perdront en importance et en efficacité, car ils ne seront plus actualisés. Pour les partisans du projet, le statu quo n'est pas acceptable, car la Suisse ne pourrait pas conclure de nouvel accord avec l'UE – par exemple sur le marché de l'électricité – sans stabiliser les relations bilatérales. La Suisse risquerait aussi d'être exclue des programmes européens, tels que le programme de recherche Horizon. Pour les adversaires du projet, au contraire, la Suisse doit faire cavalier seul et conclure des accords de libre-échange dans le monde entier à la place des accords avec l'UE.

THEODORA PETER

Le dossier européen de la «Revue Suisse»: www.revue.link/voisins

Informations du Conseil fédéral: www.revue.link/paquet



Le peuple retoque l'initiative de l'UDC sur l'immigration

Le 14 juin, près de 55 % des votants ont refusé l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!» La Cinquième Suisse l'a même rejetée à 70 % des voix. La majorité des Suisses ne veut visiblement pas mettre en jeu la libre circulation des personnes.

THEODORA PETER

Avec son «initiative pour la durabilité», le parti anti-immigration de l'UDC voulait faire inscrire dans la Constitution un plafond démographique, suivant lequel la Suisse n'aurait pas dû dépasser 10 millions d'habitants avant 2050. Elle en compte aujourd'hui 9,1 millions. Les autorités auraient donc dû freiner fortement l'immigration dès 9,5 millions d'habitants, un seuil qui, d'après les prévisions, sera atteint d'ici cinq à dix ans. En fin de compte, l'initiative visait la dénonciation de l'accord de libre circulation avec l'UE (Revue 2/2026). 54,8 % des citoyens et la majorité des cantons n'en ont pas voulu. Ils ont suivi les arguments du gouvernement et du Parlement, qui estimaient qu'une acceptation de cette initiative «radicale» aurait mis en péril la prospérité de la Suisse.

Électrique, la campagne de vote a fortement mobilisé la population: la participation a atteint pas moins de 58,9 %. Les Suisses ne s'étaient plus rendus aussi nombreux aux urnes depuis la votation sur la 13^e rente AVS. En tout, les deux camps ont investi quelque 15 millions de francs dans la campagne, un record depuis l'introduction de l'obligation de déclarer le financement en 2022. Financièrement

parlant, les adversaires du projet avaient l'avantage: ils disposaient d'un budget de 9 millions de francs, contre 6 millions pour le comité d'initiative.

Le rejet de l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» s'est avéré particulièrement fort en Suisse romande ainsi que dans les villes et les agglomérations. L'objet a été bien mieux accueilli en Suisse centrale et orientale (voir carte). La part la plus forte de oui (65,9 %) a été enregistrée dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, et la part la plus faible (26,5 %), à Bâle-Ville. La proportion des Suisses de l'étranger ayant accepté l'initiative a elle aussi été très limitée (29,8 %). En la rejetant, ces derniers ont suivi les recommandations du Conseil des Suisses de l'étranger.

Pour le gouvernement, le peuple soutient la voie bilatérale

Le Conseil fédéral a interprété le verdict du peuple comme un «signal de stabilité, d'ouverture et de fiabilité», comme l'a déclaré le ministre de la justice, Beat Jans (PS), devant les médias à Berne. La population a montré qu'elle souhaitait poursuivre sur la voie bilatérale et qu'elle misait sur la stabilité en période d'incertitudes géopolitiques et économiques, a souligné Beat Jans. À Bruxelles, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a pris acte du résultat avec une réserve toute diplomatique: l'UE et la Suisse sont liées par un partenariat fort, a-t-elle écrit sur la plate-forme X: «Nous continuerons à œuvrer ensemble pour moderniser et approfondir notre coopération.»

Les deux parties travaillent actuellement à la ratification du paquet d'accords négocié. En Suisse, le Parlement s'en occupera dès la session d'automne, avant de redonner le dernier mot au peuple (pp. 24-25).

Pour l'UDC, ce refus populaire est un nouveau revers. Il y a six ans, l'initiative «Pour une immigration modérée» échouait déjà dans les urnes avec près de 57 % de non. La nouvelle tentative du plus grand parti de Suisse semblait avoir, au départ, de meilleures chances de succès. Car avec le slogan «Pas de Suisse à 10 millions!», l'UDC mettait le doigt sur une inquiétude partagée par beaucoup. La forte croissance démographique – le pays est passé de sept à neuf millions d'habitants en 25 ans – n'est pas sans conséquence. Les logements, notamment, se font rares, et la forte demande fait exploser les loyers («Revue» 2/2026).

Le dimanche même de la votation, le président de l'UDC, Marcel Dettling, affirmait que ce non «ne résolvait aucun problème» et que les questions soulevées par l'initiative

L'alliance interpartis contre l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!» célèbre sa victoire dans les urnes le 14 juin.

Photo Keystone



occuperaient encore largement la Suisse ces prochains mois et années. De son côté, le conseiller fédéral Beat Jans assurait que le gouvernement prenait au sérieux les arguments des partisans de l'initiative et renvoyait aux mesures déjà prises, telles que le plan d'action sur la pénurie du logement.

L'UDC jette désormais toutes ses forces dans la bataille contre le paquet d'accords avec l'UE, qu'elle taxe de «traité de soumission». Par ailleurs, le Parlement débattrait bientôt de l'initiative pour la protection des frontières, que l'UDC a déposée à l'automne 2025. Pour mettre un terme aux «abus de l'asile», le parti exige une surveillance rigoureuse des frontières suisses et demande que la Suisse n'octroie plus l'asile qu'à 5000 «vrais» réfugiés par année.

Des obstacles accrus pour le service civil

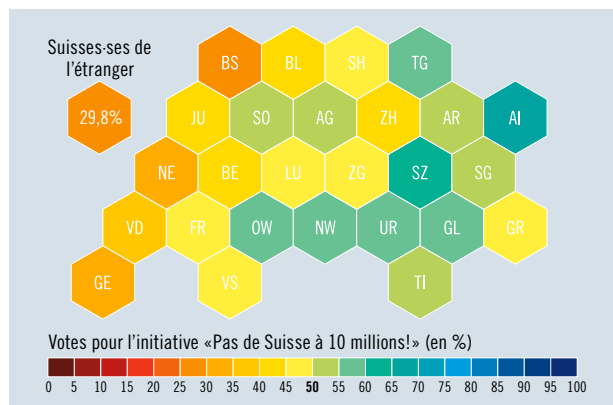
Le 14 juin, les Suisses devaient se prononcer sur un autre objet: une petite majorité de 52,5 % (Cinquième Suisse: 51,9 %) a accepté la modification de la loi sur le service civil. Cette réforme complique l'accès au service civil de sorte à conserver davantage de jeunes gens dans l'armée. Les obstacles accrus concernent surtout les soldats qui veulent quitter l'armée pour devenir civilistes et qui devront désormais effectuer bien plus de jours de service. Une alliance rassemblant la gauche et les Verts s'était op-



posée à ce projet au moyen d'un référendum. Pour elle, les nouvelles mesures ne rendraient pas forcément l'armée plus attrayante, mais pousseraient plutôt les personnes concernées à se faire réformer au moyen d'un certificat médical au lieu d'effectuer un service civil profitable à la société.

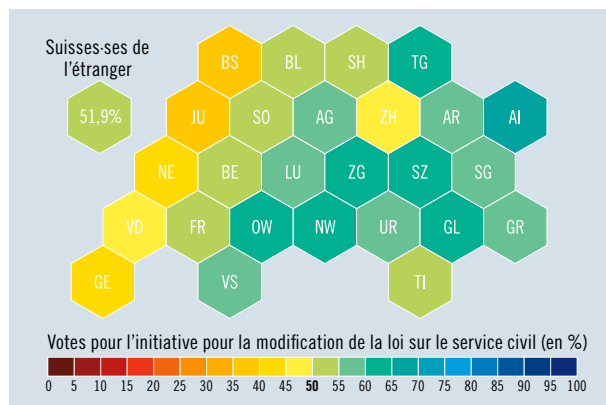
Les deux camps ont investi 15 millions de francs en tout dans une campagne de vote électrique.

Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!»



À l'échelle suisse, une minorité de 45,2 % des votants se sont prononcés en faveur de l'initiative de l'UDC. Le soutien a été nettement moins important (29,8 %) au sein de la Cinquième Suisse. La majorité des cantons a rejeté l'initiative, qui voulait plafonner à 10 millions le nombre d'habitants du pays.

Oui à la modification de la loi sur le service civil



Une majorité de 52,5 % des votants ont soutenu la réforme du service civil. Ce service de remplacement du service militaire obligatoire deviendra ainsi moins attrayant à l'avenir. La Cinquième Suisse a accepté le projet à 51,9 %. La double majorité (peuple et cantons) n'était pas nécessaire pour que la loi soit modifiée.

La première présidente du CICR est confrontée à tous les défis

Nommée fin 2022, Mirjana Spoljaric Egger est la première femme à présider le Comité international de la Croix-Rouge. La guerre en Ukraine a entraîné une baisse des contributions des donateurs. Le droit humanitaire est de plus en plus bafoué. La présidente a lancé une opération pour le revitaliser.

STÉPHANE HERZOG

Dans une organisation qui se dit déterminée à atteindre la parité hommes-femmes aux postes de cadres, la nomination en octobre 2022 de la nouvelle présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la diplomate Mirjana Spoljaric Egger, est un symbole. «Il était temps», commente Philippe Lazzarini, ancien commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Qui rappelle que ce plafond de verre a déjà été brisé dans plusieurs agences onusiennes.

À son arrivée, la Bâloise, née en Croatie, a été projetée dans un environnement chaotique du fait de l'attaque de l'Ukraine par la Russie, début 2022. Qui a placé le CICR sous une intense pression. «Toutes les actions menées sur le terrain sont observées dans le détail. Le travail en devient plus sensible et compliqué», commente un connaisseur de la maison. Le CICR a subi des critiques de la part des autorités ukrainiennes qui déplorent l'incapacité des délégués de cette institution à avoir un accès complet à leurs prisonniers de guerre en Russie. «C'est parce qu'on ne nous le donne pas», a répondu Mirjana Spoljaric Egger à la presse.

Autre conséquence de ce conflit: une diminution du soutien financier de la part de grands pays donateurs, notamment des États-Unis et de pays européens. Une partie de l'aide a été dirigée directement vers l'Ukraine et pour l'accueil des réfugiés en Europe. La croissance du CICR voulue par l'ancien président Peter Maurer a été stoppée. Fin 2023, Mirjana Spoljaric Egger a annoncé la volonté de l'organisation de se recentrer sur les activités de protection et d'assistance des victimes des conflits. Fin 2025, le CICR a coupé l'équivalent de 2900 postes à temps plein, revenant au niveau des effectifs de 2017, soit 15'000 personnes employées.

L'humanité face aux mesures d'austérité

Le multilatéralisme est attaqué? La présidente réagit en lançant une initiative mondiale visant à revitaliser l'engagement politique en faveur du droit international humanitaire (DIH). Mirjana Spoljaric Egger s'intéresse aussi à son application dans des domaines tels que les armes autonomes, la cyberguerre et l'utilisation de l'intelligence



artificielle. Le visage de la Suisse semble refléter parfois les souffrances des personnes piégées par la guerre. C'était le cas lors de sa récente visite à Gaza, où elle a déploré une «faillite morale». Interrogée sur son rapport aux drames auxquels elle est confrontée, la présidente met en avant les actions du CICR. «Un simple message d'un soldat détenu à sa mère peut apporter un immense soulagement. Permettre à une famille d'enterrer un être cher dans la dignité est toujours une cause qui mérite qu'on s'y consacre», souligne-t-elle.

«C'est quelqu'un qui montre son empathie pour les victimes de la guerre», observe Philippe Lazzarini, qui a quitté son poste de patron de l'UNRWA fin mars. Au sujet de Gaza, justement, où 400 employés de cette agence ont été tués, l'homme estime que la neutralité du CICR n'est plus comprise par le public. «La présidente a évoqué les violations du droit humanitaire de façon générique, mais sans nommer l'agresseur. Or le devoir de neutralité n'empêche pas de nommer un belligérant après que tous les recours auprès d'une partie ont été épuisés», estime-t-il. Fin avril, Mirjana Spoljaric Egger était en Iran pour discuter de questions humanitaires urgentes. En mai, elle visitait une prison à Bagdad. «Le CICR reste déterminé à intervenir en première ligne des conflits, là où peu d'autres organisations peuvent opérer».

Mirjana Spoljaric Egger veut revitaliser le droit humanitaire dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et le recul du soutien des donateurs.

Photo Keystone

Près de la moitié des Suisses de l'étranger vivent dans un pays voisin

Au 31 décembre 2025, 838'600 ressortissants suisses vivaient à l'étranger. Leur nombre a continué de croître depuis 2024 (+11'900 personnes ou +1,4%). Près de la moitié des Suissesses et Suisses de l'étranger sont établis dans l'un des pays limitrophes de la Suisse. C'est ce que révèle la statistique des Suisses de l'étranger publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Suisses de l'étranger

01 Population

2025

Suisses de l'étranger



838 600

Selon le sexe

♂ 388 700
♀ 449 900

Âge moyen

41 ans 46 ans

Suisses de l'étranger selon le sexe et le groupe d'âge

0-17 ans

♂ 23%
♀ 19%

18-64 ans

♂ 56%
♀ 53%

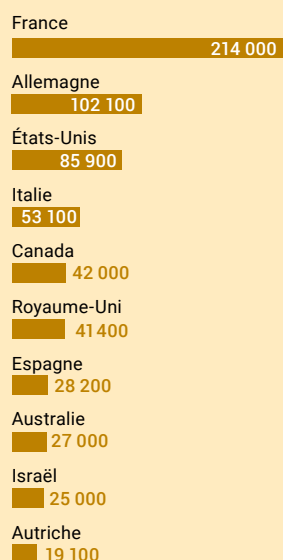
65 ans ou plus

♂ 21%
♀ 28%

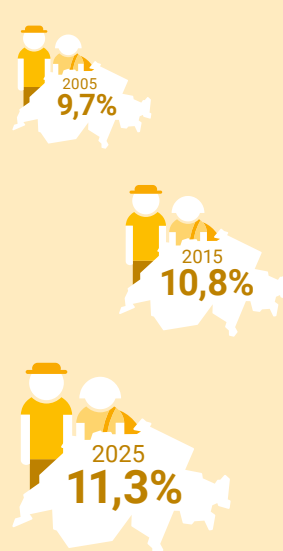


75%
Personnes ayant plusieurs nationalités

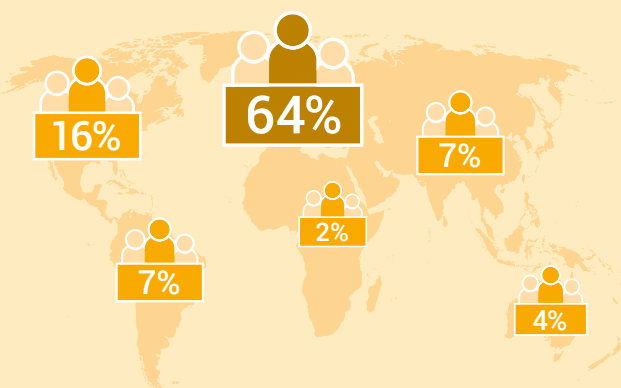
Principaux pays de résidence (y compris les territoires hors frontières)



Proportion de Suisses de l'étranger sur l'ensemble des Suisses



Proportion de Suisses de l'étranger selon le continent de résidence



Fin 2025, 838'600 ressortissants suisses étaient inscrits auprès d'une représentation suisse compétente à l'étranger, soit 11% de la population totale possédant la nationalité suisse. Près de la moitié (47%) des Suisses de l'étranger, soit 392'200 personnes, résident dans un pays qui partage une frontière avec la Suisse. Un quart (212'400) sont établis en France métropolitaine tandis que 12% (102'100) vivent en Allemagne, 6% (53'100) en Italie, 2% (19'100) en Autriche et 1% (5600) au Liechtenstein.

Des Suisses surtout établis dans les régions frontalières et les grandes villes des pays voisins

Quelque 50'800 Suisses et Suissesses résident dans le Département français de la Haute-Savoie. D'autres régions frontalières françaises comptent un grand nombre de personnes avec la nationalité suisse, telles que le Département de l'Ain (18'100), celui du Haut-Rhin (17'000) et celui du Doubs (14'500). Lör-rach (5100), Waldshut (4300) et Constance (3000), trois régions allemandes géographiquement proches de la Suisse, sont également des lieux de résidence prisés. La même tendance s'observe dans les régions frontalières de l'Italie et de l'Autriche: les provinces italiennes de Côme (4400) et de Varese (3900), ainsi que le district autrichien de la Vallée du Rhin et du lac de Constance (3700) comptent plusieurs milliers de Suisses et Suissesses.

Les ressortissants suisses optent également pour certaines grandes villes des pays limitrophes. Environ 11 800 Suisses et Suissesses vivent à Paris, 8000 à Berlin, 6800 dans la Province de Milan, 4500 à Vienne, 4400 à Munich, 3700 à Rome et 3100 à Hambourg.

(OFS)

Source: OFS – Statistique de la population et des ménages (STATPOP), Statistique des Suisses de l'étranger (SE-Stat)

www.statistique.ch

© OFS 2026

Plus d'informations:
www.revue.link/stat



Jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger: comment garder le lien?

À leur majorité, les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger sont appelés à confirmer leur inscription individuelle auprès de leur représentation suisse compétente (ambassade ou consulat). Cette étape, indispensable pour exercer pleinement leurs droits, reste pourtant trop souvent négligée et peut être lourde de conséquences sur le long terme.

APOLLINE SIX, DIRECTION CONSULAIRE, DFAE

Lorsqu'une personne inscrite au registre des Suisses de l'étranger en tant que mineure atteint l'âge de la majorité selon le droit suisse, la représentation compétente (ambassade ou consulat) l'invite à confirmer son inscription au registre, conformément à l'article 12, al. 3 de la Loi sur les Suisses de l'étranger, LSEtr. Pour ce faire, elle reçoit un courrier officiel l'invitant à confirmer son inscription, soit par voie postale ou directement via le guichet en ligne du DFAE. En effet, avant cet âge, les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger sont enregistrés dans le dossier familial.

Une étape essentielle, souvent négligée

Cette étape est déterminante afin que les jeunes puissent exercer pleinement leurs droits, notamment politiques. Plus largement, être inscrits auprès d'une représentation permet l'accès à de nombreuses informations officielles, prestations consulaires et opportunités en lien avec la Suisse. Cela inclut, par exemple, la possibilité de participer aux votations fédérales, de recevoir la «Revue Suisse» et d'effectuer certaines démarches administratives à distance. Or, chaque année, de nombreux jeunes Suissesses et Suisses de

Chaque année, de nombreux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger ne confirment pas leur inscription individuelle et sont radiés du registre.

Plus qu'une simple formalité administrative, confirmer son inscription est une manière de rester connecté à la Suisse.



Des jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger, en camp de vacances de l'OSE, découvrent le Palais fédéral et rencontrent des représentants de la Direction consulaire. Photo MAD

l'étranger ne confirment pas leur inscription à temps et sont ainsi radiés des registres officiels.

Des conséquences à ne pas sous-estimer

Dans certaines situations, les conséquences sont lourdes: l'enfant né à l'étranger d'un parent suisse et qui possède une autre nationalité perd automatiquement la nationalité suisse à 25 ans révolus, sauf s'il a été annoncé ou s'est annoncé lui-même à une autorité suisse à l'étranger ou à une autorité en Suisse ou qu'il a déclaré par écrit vouloir conserver la nationalité suisse.

Dans ce contexte, le rôle des parents demeure déterminant! Ce sont eux qui, bien souvent, accompagnent les démarches de leurs enfants, même après leur majorité, et qui leur rappellent les échéances importantes.

Projet «Young Swiss Abroad»

Face à ce constat, il paraît essentiel de mieux informer et accompagner les jeunes concernés. Dans cette optique, la Direction consulaire du DFAE a lancé le projet «Young Swiss Abroad». La sensibilisation des jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger à leurs droits et obligations constitue en effet l'un des objectifs de la Stratégie consulaire 2026-2029 adoptée par le Conseil fédéral.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des mandats définis par la Loi sur les Suisses de l'étranger de renforcer les liens qui unissent les Suisses de l'étranger entre eux et à la Suisse, ainsi que de faciliter la mobilité internationale des ressortissants suisses (art. 2). Il s'agit également de favoriser les échanges des jeunes Suisses de l'étranger entre eux et avec la Suisse (art. 9, al. 3).

Le projet «Young Swiss Abroad» s'articule autour de trois axes: l'identification des besoins

des jeunes et des représentations, le développement de supports de communication innovants ainsi que le renforcement du soutien aux ambassades et consulats dans leurs actions sur le terrain.

Afin d'identifier les besoins des jeunes et les défis rencontrés par les représentations, deux sondages ont été menés. Le premier a permis de recueillir des informations auprès de 23 représentations situées dans les dix pays comptant le plus grand nombre de jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger. Le second, adressé aux jeunes âgés de 15 à 30 ans, visait à mieux comprendre leurs attentes et leurs besoins.

Les résultats soulignent le fort attachement des jeunes à la Suisse ainsi que leur intérêt marqué pour les possibilités concrètes qu'elle offre, qu'il s'agisse d'études, de stages, d'emploi ou encore d'échanges avec d'autres jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger. L'enquête montre toutefois que les jeunes prennent encore rarement contact de manière proactive avec les ambassades et consulats. Pourtant, les représentations jouent un rôle clé pour maintenir et renforcer le lien avec la Suisse. Au-delà des prestations consulaires, elles constituent un premier point de contact pour orienter, informer et créer des occasions de rencontre à travers des événements ou initiatives destinés aux jeunes générations. N'hésitez pas à les contacter!

Rester en lien avec la Suisse: bien plus qu'une formalité

Les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger bénéficient de nombreuses opportunités: ils

peuvent étudier et travailler en Suisse sans avoir besoin de permis. À l'étranger, les ambassades et consulats proposent des événements dédiés aux jeunes, notamment à l'occasion du passage à la majorité. Par ailleurs, des initiatives comme les camps de vacances de l'OSE ou de la SJAS permettent de découvrir la Suisse, de renforcer le sentiment d'appartenance et de tisser des liens durables. En définitive, bien plus qu'une formalité administrative, confirmer son inscription individuelle en tant que jeune Suissesse ou Suisse de l'étranger est une invitation à rester connecté à la Suisse, à ses valeurs, à ses institutions, et aux nombreuses opportunités qu'elle offre.

Jeune Suissesse ou Suisse de l'étranger? Découvrez la nouvelle page «Young Swiss Abroad» et accédez à des informations clés sur vos droits, vos obligations et les opportunités d'études et de travail en Suisse.

Young Swiss Abroad
www.revue.link/youngswissf



SwissInTouch
www.swissintouch.ch



Vous trouverez d'autres liens utiles en ligne:
www.revue.link/jeune



La Suisse vous attend

Les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger reçoivent auprès d'educationsuisse des conseils personnalisés sur la thématique de la «formation en Suisse».

RUTH VON GUNTEN, EDUCATIONSUISSE

Chaque année, de nombreux jeunes Suissesses et Suisses du monde entier choisissent de venir en Suisse pour y suivre une formation. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles, les collaboratrices d'educationsuisse rencontrent chaque année de nombreux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger qui osent franchir ce pas, portés par le désir de se développer personnellement et de construire activement leur avenir. Pour que la formation en Suisse soit une réussite, une bonne préparation est essentielle. educationsuisse offre ainsi gratuitement des informations ainsi qu'un conseil personnalisé sur la thématique de la formation en Suisse.

- Information sur les différentes formations comme les études universitaires ou la formation professionnelle
- Information sur des questions spécifiques telles que les conditions d'admission, connaissances linguistiques requises, délais d'inscription, logement, bourse d'études, assurances, etc.
- Conseils personnalisés sur place à Berne ou online
- Conseils pour le choix de la profession ou des études en collaboration avec un Office pour l'orientation professionnelle et universitaire (entretien payant)
- Assistance pour la demande d'une bourse d'études cantonale et suivi du dossier
- Aide financière (bourses d'études/prêts) d'educationsuisse et d'autres fondations privées

Les collaboratrices d'educationsuisse parlent français, allemand, italien, espagnol et anglais. Elles seront ravies de vous aider et de répondre à vos questions par e-mail, au téléphone, en ligne ou sur place à Berne.

Notre centre de conseil est soutenu par une contribution de l'Office fédéral de la culture (Département fédéral de l'intérieur).

«educationsuisse m'a soutenu dès le début de mes études dans mes demandes de bourses auprès de mon canton d'origine, Zurich. Cette aide administrative importante a été un soutien personnel précieux. Sans l'engagement des collaboratrices d'educationsuisse, je n'aurais pas pu terminer mes études avec succès. Elles ont également toujours été là pour moi lorsque j'avais des questions sur la vie quotidienne en Suisse.»

Paulo Wirz

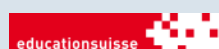
«Grâce aux conseils d'educationsuisse, j'ai trouvé mon parcours de formation en Suisse. Je suis très reconnaissante envers educationsuisse, car je me suis toujours sentie bien accompagnée.»

Alexia Colamonico



Paulo Wirz, Suisse de l'étranger du Brésil, il a étudié l'art à la Zürcher Hochschule der Künste (ZHdK) ainsi qu'à Genève à la Haute école d'art et de design (HEAD). En 2021, il a été lauréat du Swiss Art Award, décerné par l'Office fédéral de la culture.

Alexia Colamonico, Suissesse de l'étranger d'Italie, a obtenu un bachelior en relations internationales à l'Université de Saint-Gall et poursuit actuellement un Master en sciences économiques à l'Université de Zurich. En parallèle, elle travaille dans une banque afin de faire progresser ses objectifs professionnels.



Educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



L'été tient ses promesses

Les camps de vacances d'été de la SJAS battent leur plein! 300 enfants et adolescents suisses de l'étranger venus de 48 pays participent cet été à neuf camps de vacances en tout. Ils sont encadrés par une centaine de moniteurs, qui ont préparé pour eux, avec beaucoup de soin et de créativité, des programmes riches et diversifiés.

RAYA KELLER

Cet été, c'est le camp de vacances de Zweisimmen, dans le canton de Berne, qui a ouvert la marche, suivi quelques jours plus tard par le premier Swiss Trip dans les Préalpes. Au début des camps, il est d'usage que les participants élaborent ensemble les règles de cohabitation qu'ils souhaitent pour les deux semaines qui suivront: il s'agit là d'un jalon important et incontournable de chaque camp de vacances. Ces règles constituent un cadre de sécurité, même si elles sont mises à l'épreuve ou si quelques participants testent parfois la rigueur avec laquelle les moniteurs les font respecter.

Par ailleurs, tous les participants des camps de vacances apprennent à se servir d'un couteau suisse, notamment pour sculpter des objets. La soirée internationale de découverte culinaire des pays est également un «must» dans chaque camp. Chaque participant apporte quelque chose à manger ou à boire du pays où il vit et présente aux autres ces spécialités ainsi que le pays correspondant à l'aide d'affiches. Bien entendu, le moment que tout le monde préfère est celui où l'on déguste les mets tous ensemble à la fin.

Une expérience inoubliable

Les camps de vacances de Wengen, Reichenberg et le deuxième Swiss Trip en Suisse romande touchent également à leur fin. Randonnée dans les montagnes, accrobranche, baignade rafraîchissante dans les lacs et les rivières, excursions passionnantes dans des villes suisses ou soirées de jeux conviviales: les activités ont permis aux participants d'engranger des souvenirs inoubliables. Ensemble, les enfants et les adolescents ont découvert différentes régions de Suisse, appris à connaître de nouvelles cultures et noué des amitiés internationales. Les activités sportives et la vie en commun ont donné lieu chaque jour à des moments particuliers, axés sur les échanges interculturels. En même temps, les participants ont appris à mieux



À travers la Suisse avec le Swiss Trip. Durant la pause, les enfants profitent de la vue sur le col de la Furka. Photo Pixofluna

connaître leur pays d'origine en découvrant divers coins de la Suisse en train, à pied ou en bateau gonflable.

Inscriptions pour l'hiver

Tandis que les derniers camps d'été sont encore en cours, la prochaine saison d'hiver se prépare déjà. Des inscriptions sont encore possibles pour les camps de vacances d'hiver de 2026/2027 à Valbella ainsi que pour le JUSKILA à la Lenk. Ce dernier réunit chaque année près de 600 jeunes vivant en Suisse. Unique en son genre, ce camp de vacances

d'hiver sera ouvert en 2027 à tous les jeunes nés en 2012 ou 2013 qui n'y ont pas encore participé. En septembre, 25 places seront tirées au sort pour des jeunes Suisses de l'étranger. L'inscription est possible jusqu'au 1^{er} septembre: www.revue.link/camphiver

 Stiftung für junge Auslandschweizer:innen
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Fondazione per la gioventù svizzera all'estero
Foundation for young Swiss Abroad

Alpenstrasse 24, 3006 Berne, Suisse
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
(SJAS), Téléphone +41 31 356 61 16,
info@sjas.ch / www.sjas.ch



1/800 000



La Cinquième Suisse est un puzzle coloré, varié et plurilingue de plus de 800'000 pièces. Aujourd'hui, la pièce est posée par ...

... **Marcus Deiss, né en 1973 et vivant en Zambie depuis 2022. Il travaille en tant que consultant TIC/B2B et auteur. Il écrit des livres consacrés aux paysages, à l'identité culturelle et à l'histoire des lieux, et a notamment signé les trois volumes de la série *Timeless Switzerland*.**

Que signifie pour toi le terme «patrie»?

Pour moi, la patrie n'est pas un lieu fixe, mais une sensation de familiarité. C'est l'instant où le paysage, la langue et l'attitude ne nécessitent aucune explication, parce que la compréhension est évidente.

Peut-on avoir plusieurs patries?

Oui. La patrie se crée là où l'on vit, où l'on assume des responsabilités et où l'on construit des relations. La Suisse est mon pays d'origine, j'y ai des racines profondes, et la Zambie est le présent que j'ai choisi.

Qu'est-ce que cela te fait d'être lié à plus d'un pays?

Cela crée de la distance, mais aussi de la lucidité. On commence à percevoir les différences de manière plus nette et à remettre en question certaines évidences. Ce point de vue influence mon écriture de manière très directe.

Quel lien entretiens-tu avec la Suisse?

Un lien calme et constant, qui s'exprime moins dans ma vie quotidienne que dans la manière dont je perçois le paysage, l'ordre et les structures culturelles. On s'aperçoit de beaucoup de choses quand on ne vit plus dans un pays.

Qu'est-ce qui te manque le plus de la Suisse?

L'immédiate accessibilité du paysage. La proximité entre le lac, la ville et la montagne, et l'évidence avec laquelle tout est relié.

Après avoir émigré, ton rapport aux traditions (suisses) a-t-il changé?

Oui, il est devenu plus conscient. Avec la distance, les traditions perdent leur évidence, mais elles gagnent en importance.

En savoir plus: www.revue.link/puzzle2

La «Revue Suisse» a toujours besoin de vos dons

Vos dons représentent un appui financier important pour nous. Ils nous encouragent à continuer de fournir des informations de qualité aux Suisses vivant à l'étranger. Avec chaque numéro de la «Revue Suisse», vous recevez un petit morceau de la Suisse dans votre boîte aux lettres, quel que soit l'endroit du monde où vous vivez. Mais cela a un prix, et notre titre reste sous pression. Faites un geste de solidarité. Avec vous, notre équipe de rédaction veut assurer l'avenir de la «Revue Suisse» et pouvoir poursuivre son travail de journalisme indépendant. Pouvons-nous compter sur votre aide?

WALTER SCHMID, RÉDACTEUR EN CHEF

Faites un don sans tarder: toutes vos contributions aident à assurer l'avenir de la «Revue Suisse».

Faire un don par carte de crédit:

www.revue.link/creditrevue



Faire un don avec PayPal:

www.revue.link/revue



Coordonnées pour virement bancaire:

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8
Banque: Banque cantonale bernoise
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:

BCBE Berne,
compte n° 16.129.446.0.98,
Organisation des Suisses de l'étranger,
À l'attention de Monsieur A. Kiskery,
Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne
Référence: Support Swiss Review

Contact: revue@swisscommunity.org



**Swiss
Community Days**

21 août 2026 - Seehotel Waldstätterhof

22 août 2026 - Place des Suisses de l'étranger

Venez nous retrouver sur la place des Suisses de l'étranger à Brunnen pour un échange enrichissant sur des thèmes qui nous unissent tous.



Une nouvelle ère commence

Dix ans après l'entrée en vigueur de la loi sur les Suisses de l'étranger, le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) a tiré un premier bilan en 2025. Pas avec des mots, mais avec des actes: des élections directes des délégués ont eu lieu dans 13 pays. 40 % des délégués du CSE sont désormais élus au suffrage direct, et notre objectif est d'atteindre 90 % en 2029.

Ce petit pas pour l'OSE en est un grand pour les Suisses de l'étranger. Le parfait déroulement de nos élections directes en ligne nous aidera à soutenir l'introduction du vote électronique général pour tous nos concitoyens de l'étranger. Au plus tard jusqu'aux élections du Conseil national en 2031 dans tous les cantons!

L'aspect technique des élections n'est cependant pas tout: la communauté suisse et les traditionnelles associations suisses

doivent participer au nouveau système. Les faïtières nationales et supranationales doivent s'impliquer pour organiser les élections et coordonner une campagne de vote régulière. Nous avons aussi besoin de candi-



dates qui valorisent l'OSE avec ses règles et ses atouts, tout en reconnaissant aussi parfois ses faiblesses. Il est dans notre intérêt à tous de collaborer de manière constructive afin d'obtenir le meilleur pour les Suisses de l'étranger. Le climat de travail au sein du CSE doit s'améliorer, et non se détériorer.

Hormis le renouvellement complet du CSE, nous avons aussi fait face à de nombreux changements au sein de notre organisation: Ariane Rustichelli a été remplacée par Lukas Weber, puis par Daniel Hunziker, à la direction de l'OSE, la «Revue Suisse» s'est dotée d'un nouveau rédacteur en chef et le Service des jeunes, d'un nouveau responsable. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère et j'espère que tout le monde y participera et en profitera!

FILIPPO LOMBARDI, PRÉSIDENT DE L'OSE

Nouveau responsable au Service des jeunes: Michel Gerber veut construire des ponts avec la Suisse dans le monde entier



Chères Suissesses de l'étranger, chers Suisses de l'étranger,

Je dirige le Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger depuis le 20 avril 2026. Après avoir grandi à Ostermündigen, je suis parti très tôt à l'étranger pour y bâtir ma carrière professionnelle et académique. J'ai suivi des études en management sportif et obtenu un Master of Business Administration aux États-Unis. Pendant cette

période, j'ai acquis une expérience précieuse dans le domaine de l'organisation d'événements sportifs internationaux.

J'ai travaillé entre autres pour les «Manchester Monarchs», une ancienne équipe de hockey sur glace de la deuxième ligue américaine de hockey, où je m'occupais des ventes et des relations avec la clientèle. Mes rencontres avec de grands sportifs suisses, comme le joueur de hockey sur glace Nino Niederreiter, ont renforcé encore mes liens avec ma patrie. Plus tard, j'ai travaillé au «Gillette Stadium», exerçant notamment des mandats liés à la Copa América, le championnat sud-américain des équipes nationales de football. Enfin, j'ai travaillé pour les «UConn Huskies», les équipes sportives de l'University of Connecticut, dans le domaine du sponsoring et des ventes.

Mes années à l'étranger ont durablement influencé mon attachement à la Suisse. La distance m'a montré à quel point les racines culturelles, les valeurs partagées et les échanges entre Suisses de l'étranger sont importants.

Cette expérience me conduit aujourd'hui à ma nouvelle mission: j'aimerais transmettre aux jeunes Suisses de l'étranger ce sentiment de proximité avec la Suisse et cet enthousiasme pour les valeurs que nous partageons, mais aussi leur faire découvrir la diversité et la beauté de notre pays.

Je me réjouis de pouvoir, avec le concours des jeunes, construire des ponts avec la Suisse dans le monde entier et faire évoluer le Service des jeunes de l'OSE par mon engagement et de nouvelles idées.

Cordialement,
Michel Gerber



Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Téléphone +41 31 356 61 17
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org



Au-delà des frontières. Nous restons la banque proche des Suisses à l'étranger.

Un conseil individuel et professionnel répondant à des exigences de la plus haute qualité? Nos experts dédiés aux Suisses de l'étranger ont la solution qu'il vous faut.



Zürcher
Kantonalbank